



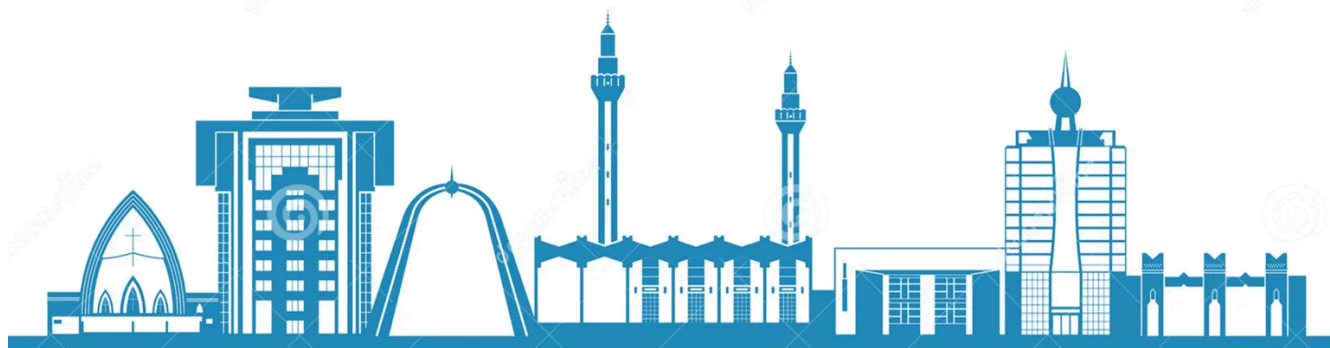
NATIONS UNIES  
TCHAD



NATIONS UNIES  
TCHAD



DÉCENNIE D'ACTION



**1 PAS DE PAUVRETÉ**

**2 FAIM «ZÉRO»**

**3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE**

**4 ÉDUCATION DE QUALITÉ**

**5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES**

**6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT**

**7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE**

**8 ACCÈS À DES EMPLOIS DÉCENTS**

**9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE**

**10 INÉGALITÉS RÉDUITES**

**11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES**

**12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES**

**13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

**14 VIE AQUATIQUE**

**15 VIE TERRESTRE**

**16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES**

**17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS**

# RAPPORT ANNUEL DES NATIONS UNIES SUR LES RESULTATS

Tchad





# Table des matières

## RAPPORT ANNUEL DES NATIONS UNIES SUR LES RESULTATS Tchad



<i>Equipe pays des Nations Unies au Tchad</i>	3
<i>Partenariat de développement clés du système des Nations Unies</i>	3
<i>Avant-propos</i>	4
<i>Synthèse des résultats</i>	6
<i>Contexte national</i>	7
<i>Contribution du système des Nations Unies aux priorités nationales de développement</i>	8
<i>Principales réalisations en 2023</i>	10
<i>Résultat stratégique 1 : Développement du capital humain</i>	10
<i>Résultat stratégique 2 : Protection sociale, gestion de crise et durabilité environnementale</i>	16
<i>Résultat stratégique 3 : Gouvernance, paix et sécurité</i>	22
<i>Partenariat pour le financement de l'Agenda 2030</i>	26
<i>Mécanisme de gestion et de coordination</i>	27
<i>Aperçu financier et de mobilisation des ressources</i>	32
<i>Objectifs clés du système des Nations Unies pour 2024</i>	33

## EQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES

L'équipe pays est composée des chefs d'agences des Nations Unies, fonds et programmes résidents et non-résidents au Tchad. Elle appuie le Gouvernement dans la réalisation des objectifs de développement durable à travers la mise en œuvre d'un cadre de coopération pluriannuel (UNDAF 2017-2023) entre le Gouvernement du Tchad et le système des Nations Unies. La mise en œuvre de ce cadre de coopération est chapeautée par un comité de pilotage qui est co-présidé par le Ministre en Charge du Plan et le Coordonnateur Résident du système des Nations Unies. Seize (16) agences dont trois (3) non-résidentes ont contribué à la mise en œuvre de l'UNDAF 2017-2023 à travers des plans de travail conjoints annuels.



## PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT CLEFS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Le système des Nations Unies est l'un des principaux partenaires de développement du Gouvernement de la République du Tchad. Cette coopération est matérialisée par la signature conjointe d'un plan cadre de coopération pour le développement entre le Gouvernement du Tchad et le système des Nations Unies (SNU). Pour la mise en œuvre de ce programme de coopération les institutions financières internationales et les gouvernements donateurs apportent leurs contributions financières et techniques. En outre, d'autres partenaires tels que les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les universités, les médias, et le peuple du Tchad contribuent également à la mise en œuvre du cadre de coopération. L'équipe pays des Nations Unies au Tchad tient à remercier tous les partenaires qui ont soutenu son travail en 2023 ayant contribué à faire avancer l'Agenda 2030 et les objectifs de développement durable (ODD) au Tchad.

### Partenaires Bilatéraux



### Partenaires Multilatéraux et autres Fonds Fiduciaires







**Dr Francois Batalingaya**  
Coordonnateur résidente du système  
des Nations Unies et Coordonnateur  
humanitaire au Tchad

Chaque année, le système des Nations Unies (SNU) et le Gouvernement du Tchad dressent conjointement le bilan des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan Cadre des Nations Unies pour le Développement (UNDAF 2017-2023).

L'année 2023 marque la dernière année de mise en œuvre de l'UNDAF 2017 – 2023 dont les résultats stratégiques portent sur le développement du capital humain ; le renforcement de la protection sociale, l'amélioration de la gestion des crises et catastrophes ; et la promotion de la gouvernance, de la consolidation de la paix et de la sécurité. L'objectif global vise l'amélioration du développement humain au Tchad d'ici à fin 2030.

Le système des Nations Unies et ses partenaires ont continué comme dans les années antérieures à offrir des services cohérents, efficaces et opérationnels à travers des plans de travail conjoints annuels permettant ainsi d'obtenir les résultats suivants :

Dans le domaine de l'éducation, il y a une augmentation de 4 % des inscriptions à l'école primaire en 2023 par rapport à 2022. Le taux net de scolarisation au primaire est de 43% au niveau national 2023 dépassant, la cible de 40% fixé pour cette même période. Le taux d'achèvement du primaire est resté stable à 47% pour les filles et 53% pour les garçons).

Dans le domaine de la santé, les performances de la vaccination de routine ont été améliorées avec une proportion de 34,5% d'enfants de moins d'un an complètement vaccinés en 2023 contre 17% au début de programme. Les taux de consultations prénatales et postnatales ont également augmenté pour atteindre respectivement de 72% et aux services de prévention et de traitement du VIH a permis une réduction de 19,2% des nouvelles infections passant de 3 840 en 2022 à 3 104 en 2023 avec une augmentation de l'accès aux traitements antirétroviraux des femmes enceintes et allaitantes de 65% en 2022 à 73% en 2023 pour prévenir la transmission du virus de la mère à l'enfant. L'effectif des femmes souffrant de la fistule obstétricale ayant bénéficié d'une prise en charge est passé de 346 en 2022 à 433 en 2023, soit une augmentation de 25%.

Dans le secteur d'Eau et d'Assainissement, la proportion de la population pratiquant la défécation à l'air libre a baissé de 64% en 2022 à 63% en 2023. La consommation d'eau potable est passée de 61% en 2022 à 64% en 2023. Environ 15 300 élèves supplémentaires ont bénéficié d'installations sanitaires dans 51 écoles. Dans le cadre de la réponse de la crise à l'Est du pays, le SNU a permis à 336 913 personnes d'avoir accès à de l'eau potable et à 100 255 personnes d'accéder à des services d'assainissement de base ; et plus de 296 277 personnes ont reçu des kits WASH afin de faciliter l'adoption de bonnes pratiques en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Dans le secteur de la protection sociale et préparation aux crises et aux catastrophes naturelles. Le SNU a permis d'accroître la couverture d'assistance sociale et d'améliorer la satisfaction des communautés à l'égard des initiatives de protection sociale. Ainsi, le programme de résilience, qui comprend la création d'actifs, l'alimentation scolaire sensible à la nutrition et basée sur la production locale et le renforcement des capacités, ont bénéficié à 240 800 personnes, soit 65 % de plus qu'en 2022.

De même, l'appui a été apporté à l'élaboration de la Stratégie Nationale de Protection Sociale couvrant la période 2024-2028 qui porte sur les filets sociaux et la couverture sanitaire universelle.

Il en va de même pour la mise en place progressive de programmes de filets sociaux réguliers et adaptatifs aux chocs ; et du Programme de Développement Inclusif des Zones d'Accueil, avec des transferts monétaires réguliers et des mesures d'accompagnement pour la lutte contre la pauvreté et le développement du capital humain .

Le processus d'élaboration du Registre Social Unifié qui à terme, regroupe l'ensemble des personnes vulnérables au Tchad dans une base de données en ligne, facilitant ainsi le ciblage rapide des personnes vulnérables pour les différents programmes a également été effectif.

En matière de sécurité alimentaire, l'analyse du cadre harmonisé 2023 a permis d'identifier les 2,1 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère, et a été utilisé par le gouvernement pour l'élaboration du plan national de réponse à l'impact de la période de soudure 2024 sur la sécurité alimentaire.

En 2023, les institutions de l'Etat en matière de gouvernance, paix et sécurité sont mieux outillées, grâce à la contribution du système des Nations Unies principalement dans :

- (i) la poursuite de la seconde phase de la transition après la précédente sanctionnée par l'organisation du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) dont les recommandations et résolutions ont constitué une boussole pour les autorités de la transition en 2023 ;
- (ii) la poursuite de l'embellie sur les marchés internationaux du pétrole se traduisant par des ressources importantes pour les 24% en 2023 contre 57% et 19% en 2022. L'accès finances publiques tchadiennes ;
- (iii) l'afflux massif des réfugiés soudanais et des retournés suite à la crise politico-militaire soudanaise ;
- (iv) l'apaisement relatif de l'environnement politique caractérisé par la mise en place d'un Cadre National de Concertation des Partis Politiques et la signature d'un accord entre le Gouvernement d'union nationale et le parti

«Les Transformateurs » consacrant le retour d'exil de ses dirigeants ; et

- (v) l'adoption d'une nouvelle constitution après des consultations référendaires.

En plus de ces résultats dans le domaine de gouvernance, paix et sécurité, la collaboration du système des Nations Unies avec le Gouvernement a permis l'élaboration et la mise en œuvre du Plan de réponse humanitaire 2023 ; le plan de réponse à la crise de l'Est ; la mise en œuvre des 63 sur les 70 recommandations de l'Examen Périodique Universel y compris celles relatives aux droits des femmes et des jeunes. Ces résultats n'auraient pu être atteints sans le leadership du Gouvernement du Tchad, l'engagement des communautés et des partenaires au développement.

L'appui en vue du développement de stratégies en faveur de l'autonomisation des femmes pour l'année 2023 a permis à 450 femmes de bénéficier de financement pour les activités génératrices de revenus. Les contributions du système des Nations Unies en faveur de l'accès aux services financiers dans le domaine de l'agriculture, de la pêche dans les zones d'intervention ont touché 5 201 personnes dont 2 320 femmes, soit 45% ce qui a induit une croissance certaine de la production agricole, de l'élevage et de pêche.

Pour l'atteinte de ces résultats \$276 millions ont été dépensés sur un montant total de \$320 millions, soit un taux de consommation de 86% alors qu'elle était de 80% en 2022. Les agences des Nations Unies ont plus dépensé en 2023 dans les activités de développement que les trois années précédentes.

Pour l'année 2024, le système des nations mettra en œuvre le nouveau cadre de coopération (UNSDCF 2024 – 2026) à travers les plans de travail annuels conjoints pour les quatre (04) résultats stratégiques notamment :

- (i) Accès et utilisation des services sociaux de base de qualité ;
- (ii) Développement des systèmes alimentaires, amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et du cadre de vie ;
- (iii) Gouvernance (Etat de droit, cohésion sociale et paix) ;
- (iv) Croissance économique inclusive.





La République du Tchad est un pays d'Afrique centrale, bordé par la Libye au nord, par le Niger, le Nigeria et le Cameroun à l'ouest, par la République centrafricaine au sud et finalement par le Soudan à l'EST. Il fait face à des défis sécuritaires liés aux conflits dans les pays limitrophes ainsi qu'aux conséquences du changement climatique, notamment avec l'accélération de la désertification et l'assèchement du lac Tchad.

✓ **1 284 000 Km<sup>2</sup>**

De superficie, ce qui en fait le 5<sup>e</sup> plus grand État du continent africain

✓ **18 000 000**

D'habitants

✓ **1 751 708**

Réfugiés et de retournés

✓ **1 080 125**

soudanais essentiellement dans

✓ **20**

Sites organisés, un grand site à Adré à l'Est du Tchad et en milieu urbain.





La revue annuelle de 2023 marque la fin du cadre de coopération (UNDAF 2017 – 2023). Elle a pour objet de faire le bilan des activités des trois plans de travail annuels conjoints programmés par le système des Nations Unies en début d'année, et à mesurer la contribution du système des Nations Unies à l'atteinte des résultats attendus. La mise en œuvre des activités en 2023 a continué d'être entravée par les effets conjugués de l'insécurité et le sous-financement des interventions humanitaires avec **55% des fonds obtenus sur le montant requis pour la réponse humanitaire 2023**.

Toutefois, les interventions ont été menées de manière concertée et inclusive associant les agences du système des Nations Unies, les structures gouvernementales, les organisations de la société civile et les communautés hôtes.

Au titre des constats généraux ayant permis l'atteinte des résultats, il a été observé en 2023 :

✓ Les bonnes relations entre le système des Nations Unies et les autorités tchadiennes qui ont permis de prendre en compte les besoins des réfugiés, des retournés et des communautés d'accueil dans la réponse aux crises ;

✓ Le renforcement du plaidoyer pour la mobilisation de fonds et de supervision dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EHA), notamment pour la construction de systèmes d'approvisionnement en eau, et la mise en œuvre de l'approche CLTS ainsi que le marketing et le financement de l'assainissement ;

✓ L'implication des autorités locales dès la phase de conception et de lancement qui ont renforcé les conditions d'atteinte des résultats, d'appropriation et de pérennisation des acquis ;



\$601 millions  
de dépensés



\$276 millions



\$325 millions

✓ L'implication des femmes dans les questions de développement de leurs familles ayant permis d'avoir un impact social plus important ;

✓ L'implication directe et le leadership des hautes autorités du ministère de la Justice et des Droits Humains dont le ministre de la Justice et des Droits Humains dans l'e-justice ce qui a favorisé le processus de mise en place et l'engagement des acteurs judiciaires ;

✓ L'amélioration des conditions de détention qui a participé véritablement au renforcement des droits des détenus et leur sécurité humaine et favorisé leur insertion socio-économique à travers l'acquisition de nouvelles compétences ;

✓ La coopération civilo-militaire qui a permis de prévenir sur l'extrémisme violent et induit une meilleure efficacité des Forces de sécurité ;

✓ Une plus grande synergie et de mutualisation des interventions et financement.

En 2023, au total \$601 millions ont été dépensés pour la mise en œuvre des activités programmées (soit \$276 millions pour les activités de développement et \$325 millions pour les activités humanitaires). Ces dépenses ont été en hausse par rapport aux deux années antérieures.

Les difficultés rencontrées en 2023 ont été essentiellement les suivantes :

✓ L'afflux de réfugiés auquel le pays continue à faire face ce qui pèse sur les ressources de l'Etat déjà limitées ;

✓ Le climat social tendu marqué par des grèves récurrentes dans plusieurs secteurs clés tels que l'enseignement et la santé ;

✓ La persistance des conflits intercommunautaires dans certaines zones du pays ;

✓ La lourdeur administrative pour le rapportage et le transfert de fonds dans la mise en œuvre des activités sur le terrain ;

✓ Les fréquents changements de personnel dans les ministères qui constituent un des défis dans la consolidation des acquis, qui ralentissent parfois les progrès ;

✓ Les pesanteurs socio-culturelles qui continuent à réduire la demande de services en général.

Au regard des difficultés rencontrées, il est recommandé de :

1. Poursuivre l'appui au gouvernement en renforçant les efforts de mobilisation des ressources pour la prise en charge des réfugiées, personnes déplacées, retournées et populations hôtes ;
2. Réaffecter les ressources ou revoir la planification des activités non réalisées ou ayant été interrompues ;
3. Renforcer les capacités des partenaires de mise en œuvre sur les procédures administratives et opérationnelles du système des Nations Unies ; Redynamiser la cellule du suivi des Projets et programmes des Nations Unies au sein du Ministère en Charge du Plan ;
4. Renforcer l'implication et le rôle des communautés dans la demande de services sociaux de base ;
5. Poursuivre le dialogue politique sur la question de la durabilité du financement.



Selon les projections démographiques de l'Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) sur la base du recensement général de la population de 2009, la population tchadienne est estimée à 18 033 737 habitants en 2023 avec une croissance démographique de 3,6 %, l'une des plus élevées d'Afrique subsaharienne. Cette population est composée de 51% de femmes, 67% de jeunes de moins de 25 ans et 55% de jeunes de moins de 15 ans. L'espérance de vie à la naissance s'est améliorée passant de 52,4 ans (51,6 ans pour les hommes et 53,4 ans pour les femmes) à 54 ans (53,7 ans pour les hommes et 54,4 ans pour les femmes) entre 2009 et 2023. Selon l'enquête à indicateurs multiple (MICS 2019), la fécondité totale au Tchad est estimée à 6,4 enfants par femme.

Selon le rapport 2021/2022 du PNUD sur le développement humain publié en septembre 2022, le Tchad est classé 190ème sur 191 pays avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,394 en baisse par rapport à la valeur relevée un an plus tôt qui était de 0,398. Cela signifie qu'en moyenne, les citoyens tchadiens atteignent que 39 % de leur potentiel au cours de leur vie.



#### Éducation

Selon l'annuaire statistique de l'éducation, le taux d'achèvement du primaire est passé de 42% au début de la mise en œuvre du cadre de coopération en 2017 à **47% en 2022 puis à 51% en 2023**.



#### Santé

Le taux de mortalité des moins de 5 ans a baissé de 133 à **107 pour 1000** naissances vivantes entre 2017 et 2023. La prévalence contraceptive est passée de 5% en 2017 à **8% en 2022 puis à 11% en 2023**. L'assistance par un personnel qualifié à l'accouchement a augmenté de 24,3 en 2017 à **34,5 % en 2023**. De même, le taux de prévalence du VIH est resté stationnaire entre 2022 et 2023 à **1,0%**.



#### Nutrition

Les résultats de la dernière enquête SMART de novembre 2022 révèlent une prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) de 8,6%, en dessous du seuil d'alerte de 10% fixé par l'OMS. En outre, le seuil de prévalence de la MAG est très élevé au sein des populations réfugiées. L'allaitement exclusif chez les enfants de moins de 6 mois n'a pas enregistré de progression au niveau national et est resté à 11,4% depuis deux ans. Environ un enfant sur dix soit 11,5 % âgé de 6 à 23 mois a une pratique alimentaire minimale acceptable. Selon JMP 2023, seul **64%** de la population avait accès à l'eau de boisson ayant des sources améliorées en 2023 contre 62% en 2022.



#### Protection des enfants et femmes

Les mutilations génitales féminines concernent une fille de moins de 15 ans sur cinq soit 8% et le mariage d'enfants atteint 69% dont la lutte pour leur élimination est rendue difficile en raison de l'attachement des communautés à leurs coutumes et traditions culturelles, sociales et religieuses.



#### Sécurité alimentaire

Les résultats du cadre harmonisé de mars 2023 ont révélé qu'entre mars et mai 2023, plus d'un million de personnes étaient en phase de crise et 24 602 personnes en phase d'urgence. Avec la crise au Soudan, le cadre harmonisé a été actualisé et pour le trimestre juin-août 2023, respectivement 1 922 541 et 210 388 personnes seraient désormais en phase de crise et d'urgence.



#### Protection sociale

Selon le rapport thématique du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2), en 2023, la proportion des personnes âgées de 65 ou plus est estimée à 2,3% de la population totale tchadienne. Selon le rapport du BIT 2023, seulement 1,6% de la population âgée du Tchad est couverte par le socle de protection sociale et le Tchad dépense 0,1% du Produit Intérieur Brut sur la protection sociale (sans prendre en compte les dépenses de santé et d'éducation). Le Tchad a consacré en 2022 environ 8,3% de son budget général pour la santé et 7,21% en 2023 (Direction des finances du Ministère de la Santé). La situation est encore loin de la Déclaration d'Abuja (chaque pays doit consacrer 15% de son budget général à la santé. Il faut également souligner que les dépenses de santé des ménages représentaient 64,4% des dépenses courantes de santé (Rapport Comptes Nationaux de Santé 2018, ministère de la Santé).



#### sécurité

Selon le rapport du Bureau de Coordination des affaires humanitaires au Tchad de 2023, l'aperçu des conflits inter/intra-communautaires montre une tendance à la hausse (15 cas de janvier à juin 2022 contre 37 cas à la même période en 2023), soit une augmentation de près de 150%. Du 1er janvier au 30 juin 2023, quelques 37 cas de violences inter/intra-communautaires ont été rapportés. Les affrontements auraient fait 188 morts, et près de 360 blessés. Ces conflits ont également eu comme conséquences dans le sud du pays, le déplacement d'environ 26 000 personnes à l'intérieur du pays, un nombre similaire de déplacés en République Centrafricaine et la destruction de biens et moyens de subsistance des populations affectées. Il est à noter que 81% de ces incidents sont liés à des conflits entre des communautés (intercommunautaires), 13% entre agriculteurs et éleveurs, 3 % intra-communautaire liés aux successions des Chefferies traditionnelles et 3% liés au foncier. Le Sud compte 81% des conflits inter/intra-communautaires répertoriés et la province de Logone Oriental a enregistré à elle seule 26 de l'ensemble des cas sur la période considérée.



#### Risques de catastrophe

Le Tchad est aussi confronté aux inondations et pluies diluviennes, pour cette raison, le gouvernement a officiellement décrété le mercredi 19 octobre 2022 « l'état de catastrophe naturelle » pour « mieux contenir et gérer » les inondations qui ont touché le pays et qui ont affecté plus **1 001 791** personnes.



#### Gouvernance économique

Après une croissance du PIB de 2,2 % en 2022, l'économie a continué de se redresser en 2023 avec une croissance estimée à 4,4 %. Cependant, l'inflation est passée de 5,2 % en 2022 à 6,54 % en 2023, alimentée par la crise ukrainienne. Plus précisément, l'insécurité alimentaire s'est aggravée en raison de la crise, entraînant une hausse des prix des denrées alimentaires et des engrais à un niveau record depuis 15 ans. Cette tendance inflationniste devrait se poursuivre en 2024 en raison de l'augmentation du prix du carburant annoncée par le gouvernement à la mi-février 2024. Les perspectives économiques pour 2024 sont positives avec une croissance du PIB projetée à 2,9% en 2024. Cette croissance devrait être soutenue par le rebond de la production du secteur pétrolier et le rebond des activités non pétrolières, notamment agricoles.



En 2023, le Tchad a accueilli au total 1.069.147 réfugiés du Soudan, de la République Centrafricaine, du Nigéria et du Cameroun. Outre les réfugiés, le nombre de personnes déplacées a considérablement augmenté et est actuellement estimé dans la province du Lac à 267 303 (y compris 215 928 personnes déplacées internes, 29 263 retournés et 22 112 personnes retournées anciennement personnes déplacées internes).

Tableau : quelques indicateurs socio-économiques du Tchad

Indicateurs	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (Prévisions)
Population Totale (en Millions d'habitants)	15.47	15.94	16.42	16.90	17.70	18.59	18.67
Accroissement démographique (%)	3.07	3.03	3	3	3.16	3.17	3.17
Densité de la Population (population en km <sup>2</sup> de terre)	12.05	12.42	12.79	13.1	13.52	14.97	14.54
Produit Intérieur Brut (PIB) en Milliards de USD	11.23	11.31	10.71	11.78	12.39	13.20	13.55
Taux de croissance annuel du PIB (%)	2.3	3.0	-2.2	-1.1	2.2	4.4	2.9
Inflation (%)	4.0	3.0	3.0	1	5.3	6.54	4.30
Taux de chômage (%)	16.8	17.0	18.2	18.1	17.6	17.6	17.6
Solde budgétaire (% du PIB)	1.94	-0.17	2.06	-2.2	5.00	1.3	-1.4
Dette totale (en pourcentage du PIB)	45.4	50.1	49.9	52.1	47.4	44.8	42.3
Balance commerciale (en milliards USD courants)	-0.65	-0.40	-0.41	-0.31	0.88	-0.43	-0.43
Solde du compte courant (% du PIB)	-4.2	-3.3	-2.8	-1.9	5.4	-2.5	-2.3
Exportations de biens et services (% du PIB)	33.61	35.43	27.69	34.56	47.61	39.29	40.4
Importations de biens et services (% du PIB)	42.03	44.47	43.78	43.19	42.83	41.05	25.3
Recettes du secteur pétrolier (% du PIB)	6.7	6.9	10.7	9.8	17.6	18.1	NA
Dépenses militaires (% du PIB)	2.33	2.18	2.24	3.52	4.13	2.66	NA
Dépenses militaires (% of Budget Total)			15,14%	14,87%	18,45%	18,31%	NA
Indice de développement humain	0.397	0.398	0.401	0.397	0.394	NA	NA
Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté (% de la population)	42.3	42.3	42.3	44,8	44,8	44,8	44,8
Inégalité (coefficient de Gini)	37.5	37.5	37.5	37.5	37.4	37.4	37.4
Espérance de vie à la naissance (années)				52.5	NA	NA	NA
Taux de fécondité (naissances par femme)	6.5	6.4	6.3	6.3	NA	NA	NA
Taux de Mortalité infanto-juvénile (pour 1,000 naissances vivantes)	117	113	109	106	102	NA	NA
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	860/100 000	860/100 000	860/100 000	NA	NA	NA	NA
Tau' d'achèvement du primaire (%)	44.20	44.20	47.7	47.7	47.7	NA	NA
Scolarisation, primaire (% brut)	89.734	89.191	89.238	NA	90.4	NA	NA
Prévalence du VIH, total (Pour 1000 habitants infectés)	0.38	0.34	0.33	NA	NA	NA	NA
Aide Publique au Développement par habitant (USD par personne)	56	40	62	42	39	NA	NA
Taux de migration nette	0.131	0.105	0.079	0.052	0.026	0.000	-0.020
Investissement direct étranger, entrées nettes (en % du PIB)	4.1	5	5.2	6	4.8	4.5	4.6
Appui budgétaire des donateurs externes (millions USD)	262	160	409	133	172	249	NA

Source : INSEED et Agences des Nations Unies

## 2

## CONTRIBUTION DU SYSTEME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT



Le cadre de coopération qui prend fin cette année 2023 est bâti sur les priorités du Plan National de Développement (PND 2017 – 2023) qui intègre les objectifs de développement durable comme le montre le tableau 1 ci-dessous. Les efforts du système des Nations Unies restent davantage concentrés dans les domaines de son mandat, de son expérience et de son expertise pour apporter une valeur ajoutée. Ainsi, le cadre de coopération se présente schématiquement comme ci-dessous (Figure 1).



Tableau : Alignement du cadre de coopération aux principaux documents programmatiques et priorités du Gouvernement

AGENDA 2030 « 5P »	EFFETS UNDAF 2017 - 2023	AXES PND et les ODD en lien
-----------------------	--------------------------	-----------------------------

## Populations

D'ici à fin 2023, les enfants d'âge préscolaire et scolaire, les jeunes et les adultes non alphabétisés les plus vulnérables des deux sexes incluant les réfugiés dans les zones ciblées, utilisent davantage des services de qualité d'éducation, de formation professionnelle et d'alphabétisation.

D'ici à fin 2023, les populations les plus vulnérables dont les femmes, adolescent(e)s et enfants de moins de cinq ans, incluant les réfugiés dans les zones ciblées, utilisent davantage les services intégrés de qualité de santé, nutrition et de bonnes pratiques d'alimentation, de prévention et traitement des maladies prioritaires notamment le VIH et le paludisme.

D'ici à 2023, les populations vulnérables incluant les réfugiés, dans les zones ciblées, utilisent de manière accrue et durable les services d'approvisionnement en eau potable, assurent un meilleur assainissement et adoptent des bonnes pratiques d'hygiène

Axe 1 : Unité Nationale  
Axe 4 : Meilleure qualité de vie des Tchadiens



## Planète

D'ici à fin 2023, l'Etat adopte, met en œuvre et promeut l'utilisation des systèmes de protection sociale, de protection de l'enfant, de préparation prévention et gestion des crises et catastrophes, et de relèvement rapide.

D'ici à fin 2023, les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les petits producteurs, notamment les jeunes et les femmes, des régions ciblées emploient des systèmes de production durable leur permettant de répondre à leurs besoins de base, d'alimenter le marché et adoptent un cadre de vie plus résilient au Changement Climatique et aux autres défis environnementaux

Axe 3 : Économie diversifiée et compétitive  
Axe 4 : Meilleure qualité de vie des Tchadiens



## Prospérité

D'ici à fin 2023, l'Etat met en œuvre une politique nationale de développement impulsant une croissance inclusive engendrant la création d'emplois et d'opportunités notamment en faveur des jeunes et des femmes y compris les réfugiés

Axe 3 : Économie diversifiée et compétitive



## Paix

D'ici à fin 2023, les institutions nationales et locales appliquent davantage les bonnes pratiques de gouvernance inclusive, promouvant la démocratie, l'Etat de droit, la cohésion sociale et l'utilisation équitable des services publics de qualité, y compris pour les réfugiés

Axe 2 : Bonne Gouvernance et Etat de droit



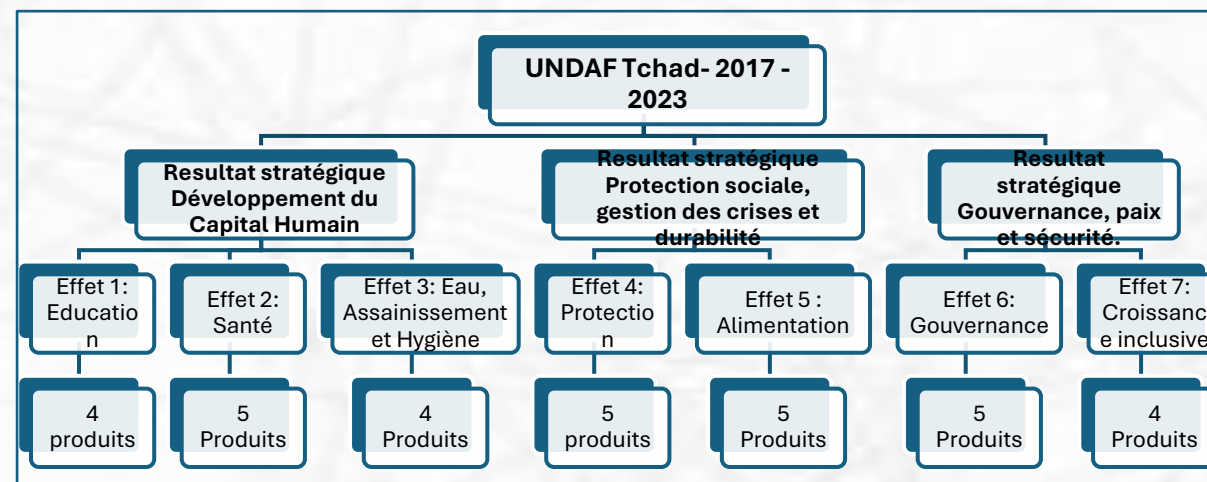
## Partenariat

Tous les sept effets du cadre de coopération

Axe 2 : Bonne Gouvernance et Etat de droit



Figure 1 : Aperçu de l'UNDAF Tchad-2017 - 2023



Ainsi construit, le cadre de coopération constitue le cadre de planification stratégique et de programmation des ressources du système des Nations Unies au Tchad pour la période 2017-2023, avec des ressources estimatives cumulatives jusqu'en 2023 qui s'élèvent à \$2,1 milliards. Pour les sept années de mise en œuvre \$3,1 milliards ont été dépensés. Ce qui indique que toutes les parties prenantes ont largement tenu leur engagement tant dans la mobilisation des fonds additionnels que celle des fonds propres. Quatorze agences des Nations Unies participent à sa mise en œuvre. Douze ministères sont directement impliqués dans la mise en œuvre coordonnée par le Ministère en charge de la Planification du Développement.





# Les principales réalisations en 2023

Grâce à l'augmentation des recettes pétrolières, les dépenses publiques en matière de santé et d'éducation ont augmenté entre 2022 et 2023, passant respectivement de 7,2 % à 8,5 % et de 12,5 % à 13,8 %. Cependant, les dépenses de personnel d'éducation représentent 45 % ce qui ne permet pas de financer véritablement la construction et ou la réhabilitation des écoles publiques/communautaires. De même, plus de 61 % des dépenses actuelles en matière de santé, ce qui a exacerbé la pauvreté (42,3 %).

**6,9** millions de personnes ont eu besoin d'une assistance humanitaire en 2023, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2022.

Selon l'annuaire statistique scolaire de 2022/2023, le taux brut de scolarisation au primaire est de 92% au niveau national et 83,2% pour les filles. Sur 100 enfants qui entrent en première année au niveau du primaire, seuls 35 atteignent la dernière année (34,6 % pour les garçons et 35,1 % pour les filles). A la date du 31 octobre 2023, plus de 170 000 enfants âgés de 3 à 17 ans affectés par les crises humanitaires ont reçu du matériel scolaire sur un objectif de 172,000 enfants (soit 99%).

## Résultat stratégique 1 : « Développement du Capital Humain »

Ce résultat stratégique sur le développement du capital humain contribue à l'Axe n°4 « Amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne » du PND et s'inscrit dans l'agenda 2030 sous les ODD 3, 4, 6, 10, 11, et 17. Il compte plus d'agences des Nations Unies qui participent à sa mise en œuvre que les deux autres résultats stratégiques, notamment : UNICEF, PAM, HCR, UNESCO, OCHA et OIM (contribuant à l'effet 1) ; PNUD, UNICEF, OMS, ONUSIDA, HCR, PAM, UNFPA (contribuant à l'effet 2) ; et y a que HCR, UNICEF et OIM (contribuant à l'effet 3).

Cependant, par rapport aux autres résultats stratégiques de l'UNDAF, il y a que quatre (4) ministères qui interviennent notamment : le ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique, le ministère du Genre et de la Solidarité Nationale, le ministère de la Santé Publique et de la Prévention, le ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable, le ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux.





## EDUCATION



Les progrès significatifs réalisés en 2023 en termes de scolarisation et d'accès à l'éducation, y compris pour les enfants affectés par les crises humanitaires. Ces constats ont été confirmés par les statistiques nationales. Les données de l'annuaire statistique scolaire 2022/2023 indiquent une augmentation de 4 % des inscriptions à l'école primaire, soit 2 955 477 enfants (45 % de filles), par rapport à 2021/2022. Selon l'annuaire statistique 2022/2023, le taux brut de scolarisation primaire est de 92% au niveau national et de 83,2% pour les filles. Sur 100 enfants qui entrent en première année au niveau du primaire, seuls 35 atteignent la dernière année (34,6 % pour les garçons et 35,1 % pour les filles). Au 31 octobre 2023, 170 227 enfants âgés de 3 à 17 ans affectés par les crises humanitaires ont reçu du matériel scolaire sur un objectif de 172,000 enfants (soit 99%).

Selon les données de l'annuaire statistique scolaire en 2023, le taux d'achèvement de l'éducation primaire au Tchad est de 47%. Toutefois, au-delà de la situation moyenne relativement faible par rapport aux autres pays d'Afrique, il existe d'importantes disparités socioéconomiques et géographiques dans les parcours scolaires des enfants tchadiens. Les disparités entre les taux d'achèvement au primaire des garçons (54%) et des filles (40%) illustrent l'ampleur des inégalités de genre et les pesanteurs socioculturelles tels que les mariages précoces et les grossesses non désirées qui entravent l'accès et le maintien des filles à l'école. Ces disparités ont tendance à se creuser au fur et à mesure que le

niveau d'études augmente.

La faible scolarisation est liée à la fois à des facteurs d'offre (insuffisance de salles de classe illustrée par le fait qu'il y a 103 élèves par salle de classe en dur, absence des points d'eau et d'hygiène en milieu scolaire, etc.) et de demande (pauvreté des ménages, préférence familiale, discriminations liées au genre, etc.). Les grèves des enseignants restent en outre un obstacle majeur à l'offre de services éducatifs au Tchad. En raison de l'insuffisance des allocations budgétaires au secteur de l'éducation, la plupart des enseignants sont payés par les parents et n'ont pas de perspectives de carrière.

Afin d'assurer une offre de services éducatifs adéquate, et conjointement avec d'autres partenaires (Banque mondiale, Coopération Suisse, notamment), le SNU au Tchad a achevé la construction de 301 salles de classe, 192 bureaux-enseignants, 98 forages et 376 latrines sensibles au genre en 2023 dans les provinces du Logone Oriental, Logone Occidental, Chari-Baguirmi, Batha, Kanem, Lac et Moyen-Chari. Le SNU a également soutenu le Tchad dans le développement d'un nouveau programme d'enseignement préscolaire et l'organisation d'ateliers d'élaboration des guides pédagogiques et cahiers d'exercices conformes au nouveau programme. Aussi, quatre (04) espaces numériques ont été construits et équipés dans les Ecoles Normales d'Instituteurs Bachelier de Bol, Massakory, Lai et Doba.

Sur cette même période 3 550 enfants (1 419 filles) ont eu accès à l'enseignement à distance dans le cadre de la réponse d'urgence à la suite des fortes inondations d'octobre 2022. Ces infrastructures ont été réalisées dans le cadre d'un partenariat avec Partenariat Mondial pour l'Education (GPE), le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) et les gouvernements suisse et canadien et ont permis d'améliorer l'environnement d'apprentissage de 20 599 enfants dont 9 298 filles. En 2023, 216 981 élèves (99 626 filles) ont eu accès à des services d'éducation formelle de qualité, notamment grâce à la formation de 2 868 enseignants (638 femmes) et au versement de subventions à 2 357 enseignants contractuels (402 femmes).

Le système des Nations Unies a également soutenu l'embauche et l'octroi de subventions mensuelles à 4 000 enseignants et animateurs préscolaires (402 femmes) dans les provinces de Sila, Lac, Mandoul, Logone Oriental et Kanem. En 2023, ces membres du personnel éducatif ont assuré l'instruction de 196 382 élèves (90 328 filles). Aussi, pour soulager les familles vulnérables, 43 922 ménages ont bénéficié de cash transfert dans le secteur de l'éducation. Enfin, les capacités de 15 118 filles ont été renforcées en gestion hygiénique des menstrues.

Dans le cadre de la réponse humanitaire, en 2023, grâce à la contribution du système des Nations Unies, 170 227 enfants (soit 99 % de la cible) enfants (12 663 filles) dans le besoin d'assistance humanitaire ont eu accès à l'éducation primaire et secondaire. Des écoles ont été construites et des subventions ont été allouées aux enseignants ; 14 525 enfants (7 300 filles) ont bénéficié de matériel pédagogique individuel et 8 153 enfants (4 378 filles) ont bénéficié d'approches didactiques spécifiques mises en œuvre par des enseignants formés à l'appui psychosocial. Par ailleurs, 537,484 adolescents et jeunes ont été touchés par la sensibilisation sur l'éducation complète à la vie et la santé de la reproduction en milieu scolaire et extrascolaire.

Pour accompagner le gouvernement afin d'assurer l'accès des élèves des provinces du Logone oriental, Lac, Barh El Gazel, Kanem, Batha, Guera, Salamat, Ouaddai, Ennedi-Est, Borkou, Ennedi-Ouest à une éducation de qualité et l'amélioration de leurs performances scolaires, le SNU a permis à 342 000 enfants vulnérables du Tchad dont 51% de filles d'avoir accès à des cantines scolaires. Une étude réalisée sur l'alimentation scolaire a montré que le taux général d'admission des filles des écoles

bénéficiaires est supérieur à celui des écoles témoins. Ces taux pour les filles bénéficiaires sont restés supérieurs à la moyenne nationale.

Outre les cantines scolaires, plus de 36 000 filles ont bénéficié de kits d'encouragement annuels pour faciliter la transition du primaire au secondaire. La scolarisation et le maintien des filles à l'école a été soutenu à travers la distribution de transferts monétaires trimestriels pour favoriser l'assiduité ainsi que des bourses d'excellence de \$40 attribuées aux trois filles les plus performantes par classe dans les écoles primaires. Un soutien financier a été apporté à 252 ménages de parents d'écoliers vulnérables pour développer des activités génératrices de revenus et soutenir la scolarisation et la nutrition de leurs enfants. En outre, un programme de reboisement a permis de planter plus de 1 000 arbres dans les écoles dotées de cantines et d'y installer des infrastructures de base notamment 19 monoblocs entrepôt-cuisine. Par ailleurs, une assistance technique est apportée au ministère de l'Éducation, aux autorités scolaires régionales et locales, aux écoles et aux communautés en matière de gestion et de suivi des cantines scolaires, de nutrition en milieu scolaire, de santé et d'assainissement, de gestion axée sur les résultats permettant ainsi à plus de 2 000 personnes d'être formées. En soutien au Gouvernement pour l'alimentation scolaire et la scolarisation des filles dans les zones en insécurité alimentaire, le système des Nations Unies a procédé à la livraison de vivres au profit de 36,496 élèves dans les 131 écoles dotées de la Province du Kanem. De même, il a soutenu la mise en place de 87 cantines scolaires et la distribution de cash transfert à 484 élèves filles. Le système des Nations Unies a en outre soutenu la formation-action de 31 formateurs des tuteurs de 16 provinces (3 femmes), la formation accélérée ciblant 3030 MCO dont 750 femmes et la formation hybride expérimentale de 200 MC1.

L'effort de renforcement des capacités des enseignants mené par le système des Nations Unies a également permis à 2500 enseignants du primaire de 15 provinces d'être formés sur la gestion des apprentissages et aux enseignants chargés de cours des Ecoles Normales d'Instituteurs d'être formés sur les innovations pédagogiques. Grâce aux interventions menées par le Système des Nations Unies, 6700 adolescents et adolescentes (3100 filles) ont été formés sur la maîtrise des connaissances instrumentales, puis initiés à diverses formations en lien avec l'artisanat utilitaire, l'artisanat d'art, l'agroalimentaire, l'élevage entre autres.



En outre, 1234 jeunes néo-alphabétisés (630 filles) ont été initiés à divers métiers en vue d'améliorer leur employabilité. Ces apprenants ont pu bénéficier de 30 600 livrets dont 16 100 livrets pour adultes et 14 500 pour les adolescents et 1000 guides pour les formateurs. Par ailleurs, 45 machines à coudre, 30 kits de menuiserie, 45 kits de coiffures, 280 kits de maraîchage et 240 kits de transformation des produits agroalimentaires ont été mis à disposition par les Nations Unies en soutien au renforcement de l'alphabétisation de base et de la post-alphabétisation.

Le système des Nations Unies a également contribué au renforcement du système du suivi de routine au sein du ministère de l'Éducation à travers le soutien à la production des données de la campagne statistique scolaire 2022/2023, la mise à disposition de 650 tablettes pour les opérations de géoréférencement des écoles ainsi que la formation des cadres en charge des statistiques aux niveaux central et provincial aux techniques de calcul, analyse et interprétation des indicateurs de l'éducation ainsi que la production des annuaires statistiques et la mise à disposition de 650 tablettes pour les opérations de géoréférencement des écoles. Le SNU a par ailleurs soutenu le

développement de logiciel de gestion des examens et des concours qui a été testé au cours des examens de la session de juin 2023. Le système des Nations Unies a aussi soutenu le Ministère de l'Éducation à développer le logiciel de gestion des ressources humaines en fin d'année 2023 mais tester en début d'année 2024.

Pour ce qui est du soutien à la mise en place des politiques et stratégies dans le domaine de l'éducation, le système des Nations Unies a appuyé le Ministère de l'Éducation à l'élaboration et la validation du document de politique enseignante avec son plan d'action triennal opérationnel et son dispositif de suivi-évaluation. Le système des Nations Unies a par ailleurs soutenu le Ministère de l'Éducation à l'élaboration et la validation du manuel de processus et procédures de gestion des ressources humaines et du guide d'affectation et de mutation des enseignants et la formation de 25 cadres de la Direction des Ressources Humaines et quelques membres du comité de suivi du projet, dont 6 femmes. Il faut aussi préciser que le système des Nations Unies a aidé à la mise en œuvre de la feuille de route du cadre commun d'orientation curriculaire à travers l'élaboration du référentiel de formation des enseignants du cycle moyen.



## SANTÉ



En 2023, grâce à l'appui du système des Nations Unies, 2 302 509 enfants de moins de 5 ans ont été vaccinés contre la rougeole et 5 784 742 contre la polio (respectivement 86 % et 110 % de l'objectif) et 161 000 enfants ont reçu quatre doses de traitement préventif contre le paludisme (98 % de l'objectif). Le pourcentage d'enfants de moins de 12 mois vaccinés contre la rougeole est de 95% (données administratives). Plusieurs campagnes de vaccination de rattrapage ont été soutenues dans tout le pays, et trois séries de campagnes de vaccination contre la polio ont été menées, ainsi que des campagnes de prévention et de réponse ciblées contre la rougeole, la polio et la Covid-19, contre laquelle 2 805 846 personnes âgées de 18 ans et plus ont été vaccinées.

Le soutien continu aux campagnes de vaccination de 2017 à 2023 a permis de réaliser des progrès réguliers, permettant au pays d'atteindre pour la première fois en 2022 un taux de couverture vaccinale contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC3) de 60 %, contre 58 % en 2021 et 56 % en 2020 (Estimations OMS/UNICEF de la couverture vaccinale nationale (WUENIC).

En outre, le système des Nations Unies a soutenu le renforcement de la chaîne du froid de la vaccination dans tout le pays (passant de 36% en 2017 à 96% en 2023) et l'élaboration de plusieurs documents stratégiques pour faire face au nombre élevé

d'enfants n'ayant reçu aucune dose et d'enfants sous-vaccinés, et l'élaboration et la soumission des demandes de financement auprès de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) afin de mettre en œuvre des campagnes de vaccination et d'introduire de nouveaux vaccins contre le pneumocoque, le rota virus et le paludisme dans la vaccination de routine.

Dans le cadre de la réponse à la crise soudanaise, le SNU a soutenu le renforcement de l'immunité des populations à travers l'organisation d'une campagne de vaccination contre la rougeole dans les provinces limitrophes du Soudan, touchant 1 227 769 enfants dont 1 100 421 issus des communautés d'accueil et 127 348 des populations réfugiées et rapatriées.

Le soutien du SNU à la lutte contre la mortalité maternelle et néonatale s'est matérialisé par la dotation de 100% des structures SONU d'au moins une sage-femme et l'augmentation du pourcentage de points de prestation disposant des 7 médicaments de santé maternelle qui sauvent la vie de 26% à 72% en 2023 selon les résultats de l'enquête UNFPA Supply de 2023. Le pourcentage de points de prestation de services n'ayant pas connu de rupture de stock de contraceptifs dans les six derniers mois a évolué de 20% à 28% selon la même enquête.





Dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services de Santé maternelle, néonatale et infantile, du matériel d'accouchement et du bloc opératoire (boîtes d'accouchement, seringues d'aspiration manuelle pour les soins post avortement et boîtes de césarienne) ainsi que deux médecins spécialistes (un gynécologie-obstétrique et un pédiatre) ont été mis à la disposition de trois districts sanitaires de Ndjamena. Les capacités de 172 agents de santé (médecins généralistes, Sages Femmes diplômées d'état, infirmiers diplômés d'état, gynécologues) de ces 3 districts sanitaires, ont été renforcés sur les lignes directrices de l'OMS, en soins prénatals, intra partum et post natalis. Dix-sept (17) provinces sanitaires ont reçu 510 outils de gestion de SOPs sur les soins de la mère et du nouveau-né.

Dans ce même cadre, la maternité de Koumra et le Bloc Opératoire du Village des femmes de Abéché, ce dernier devant davantage contribuer à la prise en charge chirurgicale des femmes souffrant de la fistule, ont été réhabilitées. En ce qui concerne la planification Familiale, 387.816 femmes ont utilisé les méthodes modernes de PF soit une augmentation de 17,67% par rapport à l'année 2022 parmi lesquelles on enregistre 69.424 jeunes et adolescentes. De ces utilisatrices 202.010/202.000 sont des nouvelles acceptantes. Cela montre une augmentation par rapport à 2022 soit une croissance de 11%.

Des produits de santé de la reproduction d'une valeur de plus de deux millions de dollars ont été mis à la disposition du Ministère de la Santé Publique et de la Prévention. Comme résultat, 96% des points de prestation de service de premier niveau proposent au moins trois méthodes contraceptives et 75% en proposent cinq.

Pour le développement des compétences de vie en matière d'éducation à la vie et à la santé de la reproduction (EVSR), les capacités de 537.484 adolescents et jeunes ont été renforcées en milieu scolaire et extrascolaire. Parmi eux 267.587 adolescents et jeunes ont demandé des services de santé sexuelle et de la reproduction dont 69.424 ont accepté l'utilisation de méthodes contraceptives soit une nette augmentation de 72,32% par rapport à 2022. Plus de 718 508 femmes ont eu accès à la première consultation prénatale en 2023 selon les données de DHIS2. En outre 267,587 adolescents et jeunes ont eu accès aux services de santé de reproduction. Dans le domaine de fistule obstétricale 433 femmes souffrant de fistule obstétricale sur trois cents attendues ont bénéficié d'une prise en charge. Le village de la femme d'Abéché a été réhabilité et le bloc opératoire a été

reconstruit. Pour améliorer la réponse humanitaire, surtout l'offre des prestations du dispositif minimum d'urgence (DMU), un pool de 112 sages femmes formées et prise en charge ont été déployées

Dans le domaine de la lutte contre les violences basées sur le genre, le SNU a apporté un appui technique au Gouvernement pour le développement et la mise à jour de plusieurs documents de politiques, de stratégies et de normes ont été élaborés à savoir : (i) la Feuille de route budgétisée/dialogue sur la réduction de la mortalité maternelle ; (ii) la déclaration/stratégie des religieux et traditionnels de lutte contre les VBG ; (iii) la stratégie nationale de lutte contre les VBG et son Plan d'action 2024-2027 ; (iv) la revue de la feuille de route nationale pour les MGF et mariage d'enfants 2024-2026 et ; (v) le Programme d'action de la PAN 1325. Grâce aux interventions du système des Nations Unies, sept Centres Intégrés des Services Multisectoriels de Lutte contre les VBG ont été mis en place améliorant ainsi l'environnement de prise en charge holistique des VBG.

Dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA, avec l'appui du système des Nations Unies en 2023, il y a 98 % des centres de santé de 13 provinces du Tchad ont assuré l'offre de services de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME) grâce au partenariat avec le Fonds mondial ; 85 % des femmes enceintes ciblées ont été dépistées et connaissent leur statut VIH, et 81 % des femmes enceintes et allaitantes testées positives au VIH ont été placées sous traitement antirétroviral (ARV). A travers les campagnes de charge virale, le SNU a permis l'accès à la charge virale à 11627 parmi lesquels 9152 avaient la charge virale indétectable. Pour accroître leur rôle dans la réponse, le système des Nations Unies a appuyé le renforcement de capacité sur le leadership/gouvernance de 10 associations de populations clés et une organisation dirigée par les adolescents /jeunes vivant avec le VIH dont 60 leaders formés comme pairs éducateurs ont mené des activités (sensibilisation appui au traitement, accompagnement psychologique) en faveur de leurs pairs. En outre, 1 361 enfants âgés de 9 semaines à 12 mois ont été testés (58 %). Ces résultats ont été obtenus grâce au renforcement des capacités des agents des centres de santé et des agents de santé communautaire dans le cadre de l'effort d'intégration des services, de la délégation des tâches et des innovations programmatiques et technologiques telles que le Point of Care/GeneXpert (au nombre de 54),

qui permet un diagnostic précoce du VIH chez les nourrissons et réduit le temps d'attente des résultats de 3 mois en moyenne à 1 jour, avec des décisions de traitement prises le jour même. Avec l'appui du système des Nations Unies, un nouvel algorithme de dépistage du VIH à trois tests a été validé et mis en place ainsi qu'un logiciel Tracker VIH/TB a été développé pour un meilleur suivi à temps réel des patients. 124 points focaux y ont été formés dont 90 pour le VIH et 34 pour la tuberculose.

Dans le cadre du renforcement du système d'information sanitaire, le déploiement de la plateforme DHIS2 a été effectif et utilisé par les équipes cadres de toutes les délégations provinciales, 130 districts sanitaires fonctionnels sur 160 et 4 hôpitaux nationaux pour les données de routine. Pour renforcer la résilience post Covid 19 du système national de santé et mieux le préparer à la gestion des épidémies, le pays a été doté de deux sites de production d'oxygène pour améliorer l'accès à ce médicament vital, de trois ambulances, 10 véhicules tout terrain hard tops, et renforcé les capacités de 70 experts multisectoriels dans le cadre de l'initiative SURGE de l'OMS visant à renforcer les groupes d'intervention en cas d'urgence.

En 2023, dans le cadre de la réponse humanitaire, des services de prévention et de dépistage ont été offerts à 69 616 femmes enceintes et allaitantes vues en CPN afin d'assurer la continuité du traitement. Sur les 69 616 femmes enceintes, 63 914 ont été dépistées (91.8 % de l'objectif attendu) et sur l'objectif attendu de 700 femmes enceintes séropositives, 682 ont été dépistées et traitées, soit 47 %. Grâce aux interventions du SNU, 150 personnes vivants avec le VIH ont pu bénéficier de transferts monétaires en vue d'améliorer le panier alimentaire des ménages et d'inciter les personnes vivantes avec le VIH à recourir aux services de prise en charge. Des prestataires de services dans les centres de prise en charge ont été formés par le SNU sur l'éducation nutritionnelle et l'observance au VIH afin d'améliorer l'accessibilité aux soins et 13 607 jeunes/adolescents ont été sensibilisés sur la prévention du VIH par les relais communautaires parmi ceux-ci 3 861 ont bénéficié du dépistage volontaire du VIH dont 35 testés positifs orientés vers les structures sanitaires pour une prise en charge adéquate. Cependant, comme dans la plupart des pays de la région, la prise en charge pédiatrique du VIH reste un défi, avec seulement 36 % des enfants séropositifs âgés de 0 à 14 ans placés sous ARV.

Dans le cadre du renforcement du système de santé, le SNU a appuyé l'adoption et la vulgarisation du Plan National de Développement Sanitaire 4ème génération et l'élaboration d'autres documents stratégiques dans le domaine des médicaments et de la qualité des soins. En plus, 23 Plans Provinciaux de Développement Sanitaires et leurs plans opérationnels correspondant ont été élaborés avec l'appui du SNU.

Dans les provinces en crise à savoir le Ouaddai, le Sila et le Wadi Fira, l'équipe pays a soutenu l'aménagement et l'équipement des salles de réunions des délégations du Ouaddai, Wadi Fira, Sila et du district d'Adré en vue de soutenir le leadership du ministère de santé dans la coordination de la réponse à cette crise humanitaire. Un système d'alerte précoce pour renforcer la surveillance épidémiologique « EWARS in a Box », incluant la formation des acteurs locaux, la reproduction et distribution d'outils de gestion des cas, et des activités de sensibilisation communautaire dans le district d'Adré, épicerie de la crise et le district de Goz beida. Ceci a permis une détection précoce et une transmission digitale et immédiate des alertes contribuant ainsi à mettre en œuvre l'Hépatite E et Dengue dans le Ouaddai et à apporter une réponse rapide et efficace.

Pour gérer les blessés et déplacés de cette la crise de l'Est du pays, l'équipe pays a formé et déployé des équipes médicales d'urgence qui ont permis d'améliorer de la qualité de la prise en charge des blessés avec une réduction de la létalité et un renforcement des capacités du personnel médical des zones à travers le système de mentorat. Plus de 60 tonnes de matériel médical et de médicaments ont été expédiées des entrepôts d'urgence, ainsi que plus de 20 tentes, des réactifs de laboratoire, 358 lits d'hôpital avec matelas et 88 kits d'instruments de chirurgie ont été acquis. Des kits cholera ont été prépositionnés à l'Est pour faire face à une éventuelle épidémie de choléra. Une clinique mobile pour la prestation de services de santé primaires complets a été créée. Des rapports de situation hebdomadaire ont permis d'informer le monde entier sur ce qui se passe dans cette partie du monde sont diffusés.



La malnutrition a connu des progrès significatifs entre 2017 et 2023. En effet, selon les données de l'enquête nutritionnelle SMART 2022, la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants âgés de 6 à 59 mois a diminué de 13,9 % en 2017 à 8,6 % en 2022, ce qui est inférieur au seuil d'alerte de 10 % fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La malnutrition aiguë sévère (MAS) chez les enfants a quant à elle diminué de 3,9 % en 2017 à 1,7 % en 2022, et le taux de retard de croissance a diminué de 32,4 % en 2017 à 28 % en 2022. Le nombre d'enfants ayant reçu un traitement contre la MAS est passé de 206 924 en 2017 à 371 153 enfants en 2023. Comparativement à 2017, la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de 6 à 59 mois a considérablement baissé et atteint de 8,9 en 2021 à 7,1% en 2022. Plusieurs actions de renforcement des interventions nutritionnelles pour la prévention et la prise en charge de la malnutrition ont été initiées par le SNU.

En 2023, l'appui du SNU a permis de fournir un traitement à 371 153 enfants souffrant de MAS de janvier à novembre 2023, soit 101 % du nombre de cas ajusté pour la période ciblée (368 472), avec un taux de guérison estimé à 95,3 %. Ce résultat a été atteint grâce à l'achat de 4 29 468 cartons d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (RUTF). En outre, avec l'appui du SNU, 93 districts de santé sur les 150 districts de santé fonctionnels du Tchad ont été renforcés pour délivrer un paquet de services avec : le traitement de la MAS, la supplémentation en vitamine A et la supplémentation en fer/acide folique chez les femmes enceintes. En conséquence, le paquet minimum pour prévenir les retards de croissance a été estimé à 62 % en 2023 (contre 3 % en 2021).

En outre, 197 387 enfants touchés par des situations d'urgence ont reçu une supplémentation en vitamine A et 251 509 ont bénéficié d'un traitement vermifuge. Au cours du dernier semestre 2023, 97 % des enfants âgés de 6 à 59 mois, soit 4 368 494 enfants âgés de 6 à 59 mois dans l'ensemble du pays, ont reçu deux doses de vitamine A grâce à la collaboration entre le SNU Tchad et Nutrition International. Dans le cadre de la réponse à la crise des réfugiés en provenance du Soudan dans les provinces de l'Est, le SNU a assuré la prise en charge effective des besoins des enfants affectés par la crise soudanaise à travers le dépistage de masse de la malnutrition auprès de 394.815 enfants réfugiés, la prise en charge de plus de 22.000 enfants réfugiés

souffrant de malnutrition aiguë sévère, la supplémentation en vitamine A de 194.837 enfants et le déparasitage de 251.509 enfants.

Par ailleurs, 380 Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnel et d'Éveil (FARNE) ont été mis en place dans 5 provinces du Tchad (Batha, Barh El Gazel, Guéra, Kanem et Lac) pour agir sur les causes sous-jacentes de la malnutrition. De janvier à décembre 2023, 499283 enfants âgés de 6 à 59 mois, 34016 femmes enceintes et allaitantes souffrant ont été pris en charge de la malnutrition aiguë modérée sur 17 provinces du Tchad et 133190 enfants de 6 à 23 mois ainsi que 177605 femmes enceintes et allaitantes ont reçu des suppléments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition dans 5 provinces (Kanem, Lac, BEG, Guéra et le Batha) y compris dans les périodes de soudures dans 3 provinces (Kanem, Lac et le BEG).

Le SNU a en outre contribué à la prévention de la malnutrition à travers le soutien à la mise en œuvre de services de supplémentation nutritionnelle à 72 595 enfants âgés de 6 à 23 mois pendant la période de soudure et à 32 537 femmes enceintes et allaitantes dans les centres d'apprentissage, de réadaptation nutritionnelle et d'éveil à distance (FARNE), de vaccination, de consultations prénatales, de déparasitage, d'éducation nutritionnelle et de distribution de transferts sociaux en espèces à 26 900 femmes enceintes et allaitantes pour faciliter leur accès aux services de santé à travers des sites communautaires éloignés dans les cinq provinces de convergence ciblées. Le SNU a également facilité le transport de ces femmes enceintes et allaitantes vers les centres de santé, les encourageant ainsi à effectuer leurs consultations prénatales et postnatales pour la gestion efficace de la santé maternelle et la prévention des maladies infantiles.

Avec l'appui du SNU, plus de 1000 kits PED SAM ont été distribués à travers le pays dont près de la moitié à l'Est, pour permettre la prise en charge d'au moins 50 000 cas de complications médicales de la malnutrition ainsi que 34 kits d'équipements (hemoglobinomètre et glucomètre) pour réduire le délai de réalisation de certaines analyses de laboratoire. Cette distribution a été accompagnée par des sessions de renforcement des capacités. Dans le cadre de la prévention de la malnutrition, l'équipe pays a soutenu le renforcement des capacités en vue de la redynamisation du suivi de la croissance de l'enfant, assortie de distribution de disques pour évaluer l'état nutritionnel de l'enfant. Dans le cadre de la réponse humanitaire aux réfugiés de l'Est, 42 906 enfants de 6 à 59 mois, 5528 femmes enceintes et allaitantes ont pu bénéficier de prise en charge de la MAM et 63 413 enfants de 6 à 23 mois ainsi que 31 823 FEFA ont bénéficié de supplémentation nutritionnelle.







# EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



De 2017 à 2023, la défécation à l'air libre dans les communautés rurales a chuté de 68 % à 63 % au niveau national. En 2023, la contribution du SNU a permis à plus de 454 420 personnes dans 768 nouveaux villages de mettre fin à la défécation à l'air libre et d'utiliser des services d'assainissement. Malgré ces progrès, environ 63 % de la population tchadienne, soit 11 millions de personnes, pratiquent toujours la défécation à l'air libre (JMP 2022). Cela montre que l'atteinte de l'objectif du Gouvernement « Un Tchad sans défécation en plein air d'ici 2030 » nécessite une accélération dans la mise en œuvre des activités prévues à cet effet.

Concernant l'accès aux services d'eau potable, seulement 64% de la population a accès à l'eau de boisson. Ce taux d'accès à l'eau potable varie en fonction du milieu de résidence. En effet, il est de 91% en milieu urbain contre 53% en milieu rural. En ce qui

concerne l'hygiène, 26% de la population a accès à une hygiène basique, avec des disparités en fonction du milieu de résidence urbain (34%) ou rural (24%) (JMP 2022). En 2023, le SNU a contribué à améliorer l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement pour environ 15 300 élèves grâce à la construction d'installations sanitaires pour les filles et les garçons dans 51 écoles et à la construction/réhabilitation de 68 points d'eau dans les écoles et les centres de santé ou dans les communautés. Malgré ces réalisations, il est à noter que 43 % des centres de santé et 63 % des écoles n'ont pas accès à l'eau potable, et seulement 83 % des centres de santé ont accès à des services d'assainissement améliorés (JMP, 2021). L'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EHA) dans les écoles et les centres de santé, ainsi qu'au niveau communautaire, reste une priorité pour le gouvernement, les communautés et les familles.

Dans le cadre du suivi de l'accès des populations à l'eau potable, aux pratiques d'assainissement et d'hygiène adéquates le système des Nations Unies en collaboration avec le Ministère de l'eau et de l'assainissement a réalisé trois (3) exercices clés pour la fourniture des évidences utiles orienter sur les stratégies et politiques nationales :

- Le cycle 2023 du Joint Monitoring Programme (JMP) OMS/UNICEF qui a fourni des données fiables et comparables sur l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans les centres de santé et dans les écoles ;
- Le cycle 2022-2023 du Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water (GLAAS) qui a fourni une situation actualisée sur les investissements, les politiques, les capacités institutionnelles et les pratiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène ;
- Le cycle 2023 des comptes nationaux du WASH qui fournit une analyse détaillée de flux financiers, des ressources financières investies dans le secteur du WASH pour les années 2021, 2022 et 2023.

Le système des Nations Unies a soutenu le Gouvernement du Tchad dans le développement d'une justification pour

l'intégration de la composante Eau Hygiène Assainissement dans les documents stratégiques sur le changement climatique et dans la mise à jour de la feuille de route pour l'élimination de la défécation à l'air libre et la gestion de la demande en eau, en fournissant une assistance technique et des ressources financières.

En 2023, dans le cadre de la réponse de la crise à l'Est du pays, le SNU a permis à 336 913 personnes (104 190 filles, 97 952 garçons, 69 320 femmes et 65 451 hommes) d'avoir accès à de l'eau potable grâce à des systèmes d'approvisionnement en eau composés de pompes manuelles à énergie solaire ainsi que de systèmes de traitement de l'eau à domicile dans les provinces de Ouaddaï, Sila et Wadi Fira. Elle a également permis à 100 255 personnes, y compris des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil, d'avoir accès à des services d'assainissement de base grâce à la construction et/ou à la réhabilitation de latrines et de douches d'urgence. En outre, 296 277 personnes ont reçu des kits WASH, notamment des kits de gestion de l'hygiène menstruelle, afin de faciliter l'adoption de bonnes pratiques en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

## Défis dans le domaine de développement du capital Humain

*Les fréquents changements de personnel au sein de l'organigramme des ministères demeurent un défi dans la consolidation des acquis et qui parfois ralentissent les progrès. Les secteurs les plus touchés sont notamment : la vaccination, la lutte contre le VIH et la santé communautaire.*

*Le système des Nations Unies a renforcé l'implication et la responsabilisation des leaders traditionnels et par extension des communautés dans le processus de gestion des activités sociaux de base. En raison de leur proximité et de leur autorité morale dans la communauté, les leaders traditionnels influencent le changement des normes sociales.*

*Les pesanteurs socio-culturelles continuent d'handicaper la demande de services en général et nourrissent spécifiquement la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH et le SIDA et d'autres activités de la santé en faveur de l'enfant. Pour y remédier, le SNU va renforcer les interventions de communication pour le changement social et de comportement. Le SNU va poursuivre son engagement dans la responsabilisation et l'implication des communautés pour assurer l'adéquation entre besoins et interventions tout en renforçant leur durabilité.*

*On note toujours une absence persistante de cadre et de mécanisme de redevabilité à tous les niveaux avec un manque d'évaluation des interventions. Un plaidoyer sera fait par le système des Nations Unies pour plus d'engagement et de prise de conscience des responsabilités.*

*L'insécurité et le manque de financement ont été un quelques fois un frein pour la mise en œuvre de certaines activités programmées. En effet, l'atteinte des objectifs en matière de santé/nutrition/VIH a été perturbée par la pandémie de Covid-19.*

*Cette dernière ayant absorbé une partie des ressources autant humaines que financières.*





Ce résultat stratégique contribue aux piliers de l'Axe n°4 « la promotion d'une économie robuste et compétitive et l'amélioration de la qualité de vie des Tchadiens » du Plan National de Développement (PND) 2017-2021 et s'inscrit dans l'Agenda 2030 sous les ODD 1, 2, 10 et 13. Il constitue la réponse contributive du système des Nations Unies aux causes structurelles des vulnérabilités des systèmes et des communautés au Tchad. Dans ce domaine, le Système des Nations Unies a contribué à travers les secteurs des services sociaux ayant mobilisé de nombreux investissements tant techniques que financiers en matière de la protection sociale et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces services

ont des effets directs sur les conditions de vie de la population, particulièrement les plus vulnérables. Sept agences du système des Nations Unies (FAO, HCR, OCHA, OIM, PAM, UNFPA et UNICEF) participent à sa mise en œuvre avec la collaboration de six ministères, à savoir, Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale, Ministère de de la Production et de la Transformation Agricole; Ministère de l'Élevage et de la production animale ; Ministère de l'environnement de la Pêche et du Développement Durable; Ministère de l'administration du territoire de la Décentralisation et de la Bonne Gouvernance; Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux.

### 3.1: Protection sociale

En juin 2023, le gouvernement Tchadien, à travers l'inspection du travail du Tchad a renforcé ses capacités à intervenir dans le secteur de la santé pour promouvoir des conditions de travail sûrs et salubres dans les structures sanitaires de N'Djamena en particulier. Ce renforcement de capacités s'est traduit par l'élaboration et l'utilisation d'une fiche spécifique de visites d'inspections destinée aux structures sanitaires. Elle a été élaborée suivant les principes et la démarche du HealthWISE. Ce processus a permis à l'inspection du travail d'installer une dizaine de comités d'hygiène et de sécurité (CHS) ainsi que l'élection des membres desdits CHS. Le processus a contribué à l'amélioration des conditions de travail des professionnels de santé grâce à un accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre de plan d'actions spécifiques.

En collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), a mise en œuvre le programme Working for Health. C'est ainsi qu'un accord de mise en œuvre a été conclu avec le ministère de la Santé allant de juillet 2022 à juin 2023. Le SNU a assuré la formation de 220 agents de santé en sécurité et santé au travail sur la base de l'outil HealthWISE et la liste de contrôle Covid-19 dans les structures sanitaires ainsi que 30 inspecteurs du travail sur le dialogue social et le contrôle spécifique des structures sanitaires.

Quatre rounds des évaluations des sites et villages ont été réalisés dans le Province du Lac en 2023 permettant aux acteurs humanitaires de mieux connaître l'influx des Personnes Déplacées Internes et des refugies lors de leurs interventions.

Conformément aux priorités du Plan National de Développement, le SNU à travers la DTM a été en mesure de fournir des informations cruciales pour assurer la prise de décision basée sur les données. Les quatre séries d'évaluations multisectorielles des sites et villages de déplacement qui ont été réalisées en 2023 ont fourni des données de base sur les besoins sectoriels, les tendances en matière de déplacement et les perceptions de l'accès aux services de base dans la province du Lac. Plus de 240 000 personnes sont toujours déplacées dans la province du Lac, dont la plupart sont des femmes et des enfants. Les principales causes de déplacement sont l'insécurité, les événements environnementaux et de plus en plus de personnes sont contraintes de se déplacer à la recherche de moyens de subsistance et le manque d'aide humanitaire.

Par ailleurs, le Monitoring de Protection (P21) sous lead du HCR dans la province du Lac a révélé en 2023 que l'environnement de protection des civils demeure précaire et volatile. Il a été rapporté à travers le monitoring de protection, un total 1942 incidents de protection contre 1785 en 2022. L'environnement de protection s'est davantage détérioré au second trimestre de 2023 donnant lieu à 1606 incidents contre 630 incidents pour la même période en 2022. Les atteintes à l'intégrité physique et à la vie ont représenté 52% de l'ensemble des incidents de 2023 suivi des violations du droit à la propriété (24%) et des violations du droit à la propriété (16%).

Ces évaluations sont également complétées par l'outil de suivi des urgences qui fournit des données rapides sur les besoins et l'impact en cas de déplacement soudain. Les données recueillies sur le nombre de personnes déplacées ainsi que sur leurs profils ont permis de planifier les groupes spécifiques et d'informer les besoins humanitaires et le Plan de réponse humanitaire. Certains indicateurs ont été alignés pour fournir des informations sur les perceptions de la cohésion sociale, de l'accès aux services de base et aux conditions de vie, et des intentions futures qui soutiennent les acteurs du développement dans le lac pour assurer des approches éclairées. Toutes les données sont ventilées par sexe et par âge et de nombreuses évaluations sont effectuées en consultation avec les communautés elles-mêmes, ce qui contribue à progresser vers la mise en œuvre de l'approche ne laisser personne de côté.

Dans le but d'accompagner le Gouvernement à une meilleure protection des personnes déplacées internes et de trouver des solutions à leur situation, le SNU a soutenu le Gouvernement à adopter et promulguer la loi portant protection et assistance des personnes déplacées internes. Dans la même veine, le SNU a soutenu le Gouvernement dans la mise en place d'un Comité Interministériel pour les solutions en faveur des PDIs.

L'indice de stabilité ont été réalisés en 2023 et les résultats publiés ont permis de donner un aperçu des perceptions de stabilité ainsi que des facteurs qui ont statistiquement le plus d'impact sur les perceptions de stabilité. Les données de ce mécanisme régulier de suivi de l'évolution des déplacements dans le temps permettent de comprendre l'évolution des besoins pour éclairer les programmes de transition et de développement dans la province du Lac.



A Daboua, les indicateurs liés à la cohésion sociale et à la sécurité ont été des facteurs qui ont fortement impacté le score de l'indice de stabilité élevé et couplés aux niveaux élevés d'intentions de séjour ont permis des interventions transitoires orientées telles que des abris durables et des forages en 2023. Les données qui ont été recueillies conjointement avec le gouvernement contribuent à accroître les capacités et l'appropriation de la partie nationale en termes de données sur les déplacements. Il s'agit de l'un des principaux outils utilisés pour garantir des programmes de transition fondés sur des données et des interventions dans des solutions durables pour les PDI qui se trouvent dans une situation de déplacement prolongé. Le système des Nations Unies a réalisé le projet « Profil migratoire du Tchad : renforcer les données pour éclairer les décisions politiques » visant à développer le premier profil migratoire complet du Tchad et à contribuer à la mise en place d'un mécanisme de gestion des données migratoires pour soutenir le développement et la disponibilité de données migratoires à jour et permettre une migration fondée sur des preuves et politiques de développement. En 2023, sous le leadership de l'OIM le système des Nations Unies a fait « Technical Working Group » avec 36 participants (7 femmes, 29 hommes), et rédigé l'ébauche du Profil Migratoire du Tchad avec la perspective sensible au genre. Par conséquent, l'avant-projet de loi et le décret d'application portant protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille au Tchad ont été validés politiquement le 9 mars 2023.

L'extrait de naissance est considéré comme l'un des plus importants documents pour protéger les populations en mouvement. Avec l'acte de naissance, les gens peuvent accéder d'obtenir des services publics et avoir l'impression qu'ils sont la partie du Tchad. Sous les projets financés par la Corée et l'Allemagne, le SNU a fournis des actes de naissance à 940 habitants dans les régions du Lac, du Kanem et du Bahr-el-Gazal. La réhabilitation des infrastructures constitue une activité clé du SNU en faveur de la stabilisation communautaire. C'est d'autant plus important dans ce contexte que le Tchad manque d'infrastructures sur le terrain. En 2023, le système des Nations Unies a réhabilité deux centres de femmes pour des AGR et 4 éclairages publics pour les communautés du Nord. Ces réhabilitations ont contribué à mieux protéger les femmes durant la nuit et à renforcer leurs moyens de subsistance. Le système des Nations Unies travaille à la prévention des VBG et à l'amélioration des droits des femmes au travers la formation sur les sujets. Pour l'année 2023, l'équipe pays a organisé les formations sur la prévention de VBG à 115 leaders locaux (34 femmes et 81 hommes) pour mieux

répondre à la protection des femmes dans les régions du Lac, du Kanem et du Bahr-el-Gazal. L'équipe pays a organisé une session d'orientation à l'endroit de 250 femmes et jeunes filles vulnérables à N'Djamena en vue de faciliter leur compréhension du processus d'intégration des interventions de transfert monétaires pour la promotion et protection des droits des femmes. Elles ont aussi reçu des informations sur les VBG et les services disponibles pour leur prise en charge.

La promotion de l'utilisation des systèmes de protection sociale ; la préparation, prévention et gestion des crises et catastrophes mais aussi le relèvement précoce ou rapide sont des domaines ciblés pour accompagner l'Etat dans ses efforts de développement. Sous ce volet, les agences comme OMS, OIM, PAM, UNICEF et UNFPA se sont engagées à rendre disponible un ensemble de produits d'information ou analytiques d'aide à la décision au profit du Gouvernement et des acteurs de développement. Ce faisant, les acteurs étatiques et ceux de la société civile devraient disposer d'ici fin 2023 des informations analytiques mises à jour sur la vulnérabilité dans le pays. Dans ce registre par exemple, le système des Nations Unies a fourni un appui technique et financier au Système d'information sur la sécurité alimentaire et l'alerte rapide (SISAAP) du gouvernement, qui a mené deux évaluations de la sécurité alimentaire (ENSA) en février et octobre 2023. Les résultats ont alimenté les deux séries d'analyses du Cadre harmonisé en 2023, qui s'alignent sur le cadre régional de suivi de la sécurité alimentaire mené par le Comité inter-États contre la sécheresse au Sahel. Les résultats, qui ont finalement montré que 2,1 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère, ont été utilisés pour aider le gouvernement à élaborer le plan national de réponse à l'impact de la période de soudure 2024 sur la sécurité alimentaire.

En ce qui concerne la protection sociale, le système des Nations Unies a continué d'appuyer le gouvernement dans l'élaboration de politiques et de stratégies visant à renforcer le Registre social unifié (RSU) du Tchad et les approches adaptatives en réponse aux chocs. S'appuyant sur les engagements des années précédentes et sur l'expertise régionale, le système des Nations Unies a soutenu une évaluation de RSU dans le cadre d'une évaluation régionale plus large. Les recommandations de ce rapport ont été utilisées dans le cadre d'un atelier régional d'échange Sud-Sud pour le partage d'expériences entre les pays de l'Ouest et du Centre. En outre, le renforcement des capacités techniques de l'INSEED est en cours, avec un soutien apporté à l'amélioration des outils techniques et des stratégies pour le Registre social unifié.

L'équipe pays a également contribué au processus de révision de la Stratégie nationale de protection sociale, qui a été dirigé par le ministère de l'Économie, de la planification et de la coopération internationale du gouvernement. La stratégie décrit les priorités du gouvernement en matière de protection sociale, ses mécanismes de coordination et comprend un plan de travail et un budget prévisionnel. Ces efforts ont permis aux agences de fournir un profil de l'insécurité alimentaire aigue mis à jour pour le pays. Le travail sur la mise à jour du registre commun de suivi des populations vulnérables se poursuit. Les agences ont poursuivi leurs efforts pour rendre effective l'accès aux services de filets sociaux aux populations vulnérables y compris les réfugiés.

Ainsi, le programme de résilience, qui comprend la création d'actifs, l'alimentation scolaire sensible à la nutrition et basée sur la production locale et le renforcement des capacités, ont bénéficié à 240 800 personnes en 2023, soit 65 % de plus qu'en 2022. Dans un pays confronté chaque année aux inondations et à la sécheresse, le système des Nations Unies a soutenu la construction de différentes initiatives de collecte de l'eau, comme la construction de 40 kilomètres de digues, permettant la mise en culture de 4 600 hectares de terres.

Le système des Nations Unies travaille sur un projet intitulé « Construire la résilience communautaire et changer la vie des femmes et des jeunes dans les territoires avec un risque élevé de conflits et de situations humanitaires au Tchad », il bénéficie du soutien de l'Agence internationale de coopération coréenne (KOICA). Dont 44 groupes de jeunes et de femmes dans les communautés ont bénéficié d'un soutien pour améliorer l'appropriation par la communauté d'activités génératrices de revenus afin de répondre aux mauvaises pratiques, y compris la violence basée sur le genre (VBG) dans les situations d'urgence. Pour renforcer la cohésion sociale et favoriser la construction de la paix, 339 jeunes leaders ont été formés en tant que conseillers et agents de changement. 300 agents de développement communautaire à la jeunesse ont été formés dans le but de sensibiliser les communautés hôtes et d'améliorer la conscience communautaire et renforcer la conscience collective face aux violences extrémistes, à la cohésion sociale, à la construction de la paix et à l'émancipation des femmes. Ce qui a bénéficié à 220,882 filles, garçons, femmes et hommes, y compris les réfugiés et les personnes déplacées internes, les provinces du lac Tchad, Logone Oriental et Moyen Chari sont concernées. Collaborer avec six émissions de radio communautaire pour renforcer la conscience et l'avocate intégrés en matière de santé sexuelle, et de violence conjugale en cas d'urgence, afin de

renforcer la résilience des filles et des femmes au sein de la communauté.

Le système des Nations Unies a également formé deux fois plus de nombre d'agriculteurs dans l'utilisation des technologies et des pratiques agricoles. La création d'actifs productifs dans 10 provinces du Tchad (Batha, BEG, Ennedi Est, Kanem, Lac, Ouaddai, Sila et Wadi Fira) ont permis de transférer une valeur monétaire d'environ \$9,32 millions. Les ménages ont participé activement à la création de divers actifs productifs allant des points d'eau réhabilités ou construits, aux infrastructures communautaires, aux hectares de terres récupérées/réhabilitées bénéficiant par endroit d'infrastructures d'irrigation, aux kilomètres de routes construites ainsi aux kilomètres de canal d'irrigation établis.

En outre, le système des Nations Unies a continué de développer l'intégration de ses activités par le biais d'un programme Humanitaire-Développement-Paix Nexus pour maximiser les gains et aider les communautés à mettre en place des systèmes alimentaires durables. Le système des Nations Unies a poursuivi ses partenariats solides avec les agences des Nations Unies pour aider les personnes vulnérables à renforcer leur résilience. La première phase du projet du Fonds international de développement agricole pour la région du Lac s'est achevée avec des résultats positifs : 16 000 personnes dans 16 villages ont bénéficié des 1 600 hectares de terres réhabilitées dans le cadre du projet. Les terres réhabilitées ont permis aux 16 villages d'intensifier la production de diverses cultures telles que les légumes, le blé et le maïs. En raison du succès de la première phase, le gouvernement a indiqué que le projet conjoint sera prolongé jusqu'en 2027. Considérant le rôle central que joue l'eau dans le développement agricole durable, le SNU a fourni des efforts pour que ses investissements en résilience climatique notamment la gestion des terres et des eaux s'adaptent aux contextes locaux. Ces activités contribuent à relever les défis du changement climatique tout en favorisant la croissance économique et le développement du secteur agricole. Les infrastructures de contrôle de l'eau ont favorisé une sécurité alimentaire durable grâce à des méthodes de conservation de l'environnement, car elles ont augmenté les surfaces agricoles et la production de biomasse et d'herbe pour le bétail, entre autres avantages. Ainsi que 42 micro-barrages et plus de 2 300 hectares de potagers communautaires ont été cultivés à l'aide de pompes solaires. De plus, 67 forêts communautaires ont été plantées, réhabilitant 13 400 hectares de terres.



Au cours de l'année 2023, le système des Nations Unies a apporté un appui technique et financier au développement de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS 2024-2028). En outre, grâce à un financement du Foreign Commonwealth & Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, l'équipe pays a contribué au renforcement de la protection sociale dans les situations humanitaires en assurant les transferts monétaires à 1 400 ménages vulnérables ayant des enfants âgés de 6 à 23 mois au niveau des districts sanitaires de Mongo et Niargui. En appui au renforcement des capacités nationales en matière de programmation sensible aux risques et contribuer au développement d'un système de protection sociale sensible aux risques, le SNU a soutenu la conduite d'une étude sur les risques et leurs impacts sur les enfants du Tchad, y compris les aléas liés au changement climatique en collaboration avec le Ministère du Plan avec la participation effective des sectoriels.

En collaboration avec Sanitation and Water for All (SWA) et la Swedish International Water Institute (SIWI), l'équipe pays a contribué à l'amélioration de la prise en compte des questions de changement climatique dans le secteur Eau-Hygiène-Assainissement (EHA) en collaboration avec les partenaires gouvernementaux (en particulier les ministères de l'Eau et de l'Environnement), les partenaires au développement (Banque africaine de développement (BAD), l'Union européenne, le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO), la Coopération suisse, l'Agence française de développement (AFD) et la Banque mondiale), les agences des Nations Unies et les acteurs de la société civile pour accélérer la préparation du secteur EHA en vue de soutenir la mise en œuvre du Plan National d'Adaptation (PNA) au changement climatique et de la Contribution déterminée au niveau national (CDN). De même, l'UNICEF a soutenu le renforcement des capacités de l'Autorité nationale désignée (AND) afin d'accroître l'accès du Tchad au Fonds vert pour le climat et a soumis une proposition au GCF pour la composante « readiness » dans la fenêtre adaptation planning.

Par ailleurs, en 2023, le SNU a soutenu la réponse aux urgences récurrentes et en cours causées par les inondations d'octobre 2022, l'urgence alimentaire et nutritionnelle, les épidémies, les déplacements de populations ainsi que les nouvelles urgences, notamment la crise de l'Est du Tchad avec l'afflux de 496 834 réfugiés et 93 701 rapatriés (HCR et OIM, décembre 2023) occasionnée par la guerre au Soudan. La réponse a consisté à fournir des services essentiels pour la survie des hommes, femmes et enfants affectés et à renforcer la coordination des groupes sectoriels de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de l'éducation et de la zone de responsabilité de la protection de l'enfance.



Dans le cadre de la réponse à la crise de l'Est, grâce aux interventions réalisées sous le leadership de l'OMS et de l'UNICEF, plus de 1.228.848 enfants de 6 mois à 14 ans affectés par les urgences ont été vaccinés contre la rougeole. Par ailleurs, le dépistage de masse de 394.815 enfants réfugiés a permis d'identifier plus de 22.000 enfants réfugiés souffrant de malnutrition aiguë sévère. Pour prévenir la malnutrition parmi les enfants réfugiés, 194.837 d'entre eux ont bénéficié de supplémentation en vitamine A et 251.509 ont été déparasités. Les interventions du SNU ont permis à 28.287 enfants en situation humanitaire dont 12.663 filles ont participé aux activités d'apprentissage et 7352 d'entre eux ont bénéficié de manuels scolaires. Grâce aux interventions du système des Nations Unies 53.950 enfants, adolescents, parents/tuteurs affectés par les urgences ont bénéficié de services de santé mentale et de soutien psychosocial et 142.186 filles et garçons affectés par les urgences ont eu accès à des services de prévention et prise en charge des violences basées sur le genre. La prise en charge holistique des VBG s'est améliorée dans les provinces du Sud et à N'Djamena grâce au renforcement de capacités mené par l'équipe pays avec environ 95 prestataires de service formés dans la prise en charge psychosociale et la prise en charge clinique des cas de VBG. Environ 4.119 cas VBG incluant 35,3% de cas de violence physique, 12,1% de violence sexuelle et 4% de cas de mariage forcé

ont été enregistré grâce au système de collecte et de gestion de l'information VBG (GBVIMS) avec 99,5% des survivants qui sont de sexe féminin incluant 8% sont des mineurs. Ce sont 100% de survivantes enregistrés qui ont bénéficié d'un paquet minimum d'assistance incluant l'appui psychosocial. Notons que Cible 21% de survivantes ont eu accès à des services de prise en charge juridique et judiciaire. Par ailleurs, 226.799 personnes affectés par les urgences ont eu accès à l'eau potable de qualité et de quantité suffisante et 80.900 personnes en situations humanitaires ont bénéficié d'installations sanitaires appropriées. Notons en outre que pour renforcer la redevabilité vis-à-vis des populations affectées par les urgences, des mécanismes de feedback communautaires ont été mis en place grâce aux interventions du SNU permettant ainsi à 543.391 personnes résidant au niveau des sites de transit, des sites de retournés et des communautés d'accueil de faire usage de ces mécanismes pour partager leurs opinions.

La protection des réfugiés a connu une avancée considérable à travers l'adoption d'un Décret portant modalités d'application de la Loi N°027/PR/2020 du 31 décembre 2020 portant asile en République du Tchad qui offre un environnement de protection et de solutions favorable. A travers ce Décret, le législateur tchadien a consacré tous les droits reconnus aux réfugiés par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. Avec ce Décret d'application, le Tchad est cité

parmi les pays ayant mis en œuvre des engagements du Forum Mondial sur les Réfugiés de décembre 2019. Au cours du Forum Mondial sur les Réfugiés de 2023, le Tchad a réaffirmé sept engagements reformulés du Forum de 2019, cinq engagements du Segment de Haut Niveau sur l'apatridie de 2019 et a présenté cinq nouveaux engagements sur la protection, la santé, l'éducation, la documentation, l'inclusion socio-économique, l'agriculture.

Dans le cadre de la réponse à cet afflux de réfugiés, l'équipe pays a soutenu le Gouvernement à garantir l'accès au territoire et à l'asile pour 484.950 nouveaux réfugiés soudanais et a plus de 3.000 nouveaux réfugiés centrafricains. Il a été mis en place des espaces amis des enfants pour apporter un soutien psychologique aux réfugiés, et les enfants ont été pris en charge au travers des mécanismes de gestion des cas. Plus de 1 170 enfants réfugiés et demandeurs d'asile ont été soutenus dans le cadre de la procédure de l'intérêt supérieur, sur 4 831 enfants à risque accru identifiés, dont 161 enfants vivant avec handicap. Le SNU a également signé des accords de partenariat avec des organisations de la société civile afin d'assurer la prévention et la prise en charge des violences, abus et exploitation faites aux enfants. Pour renforcer les capacités de prise en charge sociale des réfugiées, le SNU a contribué, en collaboration avec le Gouvernement, au renforcement du centre social d'Adré servant de principal point d'entrée des réfugiés dans la province du Ouaddaï notamment à travers l'équipement dudit centre social.



Dans le cadre du renforcement du système de protection de l'enfance, le SNU a soutenu le gouvernement dans l'adoption de sa première politique nationale de protection de l'enfance accompagnée d'un plan d'action budgétisé. En outre, en 2023, le SNU a soutenu la révision du Code de l'enfant qui sera présenté au Parlement pour adoption en 2024 ainsi que la réforme des centres sociaux et du statut des travailleurs sociaux en cours, conformément aux normes internationales. Des outils harmonisés de gestion des cas pour les enfants victimes ont été développés en collaboration avec le gouvernement, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations communautaires et des agences des Nations Unies, permettant au Tchad de passer de la phase 2 à la phase 3 du référentiel de renforcement du système de protection de l'enfance. Par ailleurs, des messages de sensibilisation ont été diffusés dans tout le pays sur les conséquences du mariage des enfants et l'importance de l'enregistrement des naissances en collaboration avec l'Association des radios privées du Tchad.

L'équipe pays a soutenu la formation des juges pour enfants dans tout le pays afin de renforcer la justice pour mineurs et de promouvoir les mesures alternatives à l'emprisonnement des enfants. Le SNU a développé un partenariat avec l'Association des avocats du Tchad pour œuvrer à la libération de tous les enfants en détention de longue durée qui n'ont pas encore vu un juge. Les actions ainsi menées ont permis à 76 parmi les 286 enfants en détention au Tchad, de bénéficier d'une ordonnance de déjudiciarisation ou d'une mesure non privative de liberté en 2023. Le SNU continue de plaider pour la mise en place de services de protection de l'enfance appropriés dans les tribunaux et les prisons. Le recours à des mesures alternatives à la détention reste un défi en raison de l'absence d'un système bien structuré de familles d'accueil ou de réinsertion sociale des enfants.

Pour assurer la protection des enfants contre le mariage précoce, le SNU a soutenu la tenue de concertation avec les leaders communautaires et religieux et de dialogues intergénérationnels dans des zones géographiques à forte prévalence, contribuant ainsi à identifier des champions de la lutte contre le mariage d'enfants. Ces interventions ont conduit 71 communautés à faire une déclaration publique d'abandon des pratiques néfastes. En outre, 5 134 adolescents ont bénéficié de formation sur les compétences de vie courante et sur la santé de la reproduction et des campagnes de sensibilisation ont été organisées dans ces domaines. En soutien à la réalisation de l'objectif d'enregistrement universel des naissances, l'équipe pays a contribué au renforcement des mécanismes d'interopérabilité entre les services de santé et les centres d'état civil. Ainsi, 92 % des centres de santé (1 869 sur 2 034) assurent l'opérationnalisation des mécanismes d'interopérabilité pour l'enregistrement des naissances.



Grâce au plaidoyer du SNU, tous les directeurs des hôpitaux nationaux ont été nommés officiers d'état civil et un cadre juridique formel d'interopérabilité a été signé par quatre ministères : le ministère de la Santé Publique et de la Prévention, le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, le Ministère de la Femme, de la Protection de la petite enfance et de la Solidarité Nationale et le Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration.

Conformément au mécanisme d'interopérabilité, les travailleurs sociaux au niveau communautaire veilleront à ce que tous les nouveau-nés soient déclarés et enregistrés dans les registres d'état civil. Le déploiement de l'approche du guichet unique pour l'enregistrement des naissances dans tous les hôpitaux provinciaux et de district est en cours, avec un taux de couverture de 32 % (37 hôpitaux provinciaux et de district sur 116). Sur les 37 guichets uniques mis en place dans le cadre des interventions du programme de coopération de l'UNICEF, sept (7)

ont été mis en place en 2022 et 30 en 2023, dont la grande majorité dans l'Est du Tchad. Cette approche permet la déclaration et l'enregistrement des nouveau-nés et la délivrance immédiate d'un acte de naissance dans les hôpitaux. Le SNU a continué à soutenir le ministère de la Femme, de la Protection de la petite enfance et de la Solidarité Nationale et le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation en charge de l'état civil dans le renforcement de la collecte et de la transmission des données de routine. Chaque centre social dispose d'un point focal statistique formé à l'utilisation du système d'information sur la protection de l'enfant et de la femme (SIPEF). Les données collectées sont ventilées par sexe et par âge et partagées avec les autorités du ministère pour la prise de décision et la planification des activités de réponse. L'équipe pays a conduit et accompagné le gouvernement du Tchad par des activités dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations sur, régulières et ordonnées, et de la domestication de la Convention portant protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

L'équipe pays a renforcé les capacités des membres du Comité technique interministériel et celles onusiennes pour le suivi et évaluation de la mise en

œuvre du Pacte mondial sur les migrations et du réseau des Nations Unies sur la thématique de la protection et l'assistance aux migrants, la lutte contre la traite des personnes et le retour et la réintégration. De même, ce renforcement des capacités a été étendu aux fonctionnaires gouvernementaux qui proviennent des ministères sectoriels, des acteurs de la société civile et des associations des migrants sur la gouvernance de la Migration de la main d'œuvre tenant compte de la dimension genre.

L'équipe pays a appuyé et plaidé pour la validation politique de l'avant-projet de loi portant protection des travailleurs migrants et des membres de leur famille et du projet de décret d'application. L'appui à la validation d'une étude de recherche sensible au genre, sur les dynamiques et la gouvernance de la migration de la main d'œuvre.

Sous l'angle de la coopération Sud-Sud, l'équipe pays sous le leadership de l'OIM a soutenu l'organisation de deux visites d'étude du gouvernement du Tchad avec des pays pairs, l'Égypte et le Niger, qui ont permis aux représentants d'échanger sur les bonnes pratiques et les défis dans la gestion de la migration de la main-d'œuvre.





## 3.2: Sécurité alimentaire et nutritionnelle

La saison des pluies 2023 au Tchad a été marquée par des précipitations supérieures à la moyenne et des inondations soudaines, qui ont déjà eu un impact sur la production agricole. L'équipe de données en situations d'urgence (DIEM) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a, depuis le début de la saison des pluies, examiné régulièrement des images satellite et déclenché une évaluation détaillée au vu de l'étendue des inondations et des terres cultivées touchées. Cette StoryMap présente l'impact potentiel des inondations sur la production agricole et les moyens d'existence au Tchad. Selon les résultats basés sur les images satellite, près de 372 000 hectares (ha) étaient inondés au 31 juillet 2023, y compris la région du lac Tchad. L'étendue des inondations a augmenté de manière significative pour atteindre 1 273 000 ha le 14 août 2023. Au 31 août, une légère amélioration était observée, avec 915 000 ha inondés et 222 000 ha de terres cultivées inondés, étendues néanmoins toujours très importantes.

Un an plus tôt, le 23 août 2022, l'étendue de l'inondation atteignait plus de 1 500 000 ha et les terres cultivées inondées représentaient près de 20 000 ha. Bien que l'étendue des inondations ait été plus importante en 2022, les terres cultivées inondées ont augmenté de manière significative en 2023. La dernière mise à jour du 15 septembre 2023 indique une nouvelle augmentation de l'étendue des inondations à plus de 1 280 000 ha. La tendance est identique pour les terres cultivées inondées qui représentent désormais près de 352 000 ha.

Dans le cadre de la lutte intégrée contre la malnutrition aiguë infantile au Tchad dans le contexte d'utilisation de l'alimentation animale, des résultats préliminaires ont été obtenus en 2023 en particulier l'approvisionnement en tourteau de son de maïs et de graines de coton ; le contrôle de qualité des tourteaux de son de maïs et de graines de coton ; la collecte de données sur le lait, l'eau et les excréments des enfants et du bétail ; l'extraction de l'ADN d'échantillons de lait, de matières fécales (enfants et animaux) et d'eau et le développement du module SBC pour l'alimentation animale, l'eau et la nutrition.

Le SNU a contribué également à la réalisation du cadre harmonisé 2023 dont les résultats sont les suivants : La production céréalière de la campagne agricole 2022/2023 est évaluée à 2 798 642 tonnes, soit une hausse de 6,8% par rapport à l'année dernière et une relative baisse de 1,2% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette situation est liée aux effets des inondations qui ont entraîné des baisses de productions dans la zone soudanaise et certaines localités de la zone sahélienne. Le bilan céréalier définitif dégage un déficit brut de 445 543 tonnes. En incluant le solde import/export, le bilan céréalier est toujours déficitaire de 276 911 tonnes. La disponibilité apparente est de 143,9 kg/pers/an, en baisse par rapport à la norme officielle qui est de 159 kg/pers/an. En somme 1 864 299 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle (phase 3-5)

La situation pastorale est caractérisée par une bonne disponibilité fourragère et en eau dans la majeure partie du pays. Cette situation a permis d'améliorer l'embonpoint des animaux et aux transhumants de passer plus de temps dans leurs zones d'attache. Malgré son importance, le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique du Tchad peine à se moderniser et reste largement tributaire des aléas climatiques. Il souffre également d'un sous-financement et d'une insuffisance des réformes. Les productions agricoles évoluent en « dents de scie » et plus d'une année sur deux enregistre un déficit céréalier comme indiqué ci-dessus. De même, deux années sur cinq un déficit fourrager est observé et les périodes de soudure (de juillet à septembre) deviennent de plus en plus longues pour les groupes vulnérables. La situation empire en période de crise où les ménages affectés, à défaut d'une assistance humanitaire, ont recours à des stratégies de détresse comme l'exode rural, la mendicité, l'endettement pour couvrir leurs besoins alimentaires et accéder aux facteurs de production. Les faibles productions obtenues sont bradées déjà à la période de production, voire vendues sur pied aux commerçants usuriers avant la récolte. L'appauvrissement et l'affaiblissement des ménages les rendent dépendants des marchés et ne leur permettent plus de faire face aux crises récurrentes, à cause de leur faible pouvoir d'achat. On estime que plus de 20 pour cent des ménages souffrent d'une sous-alimentation chronique



En matière de renforcement des capacités d'organisation, de structuration et technique des acteurs des chaînes de valeur : les efforts fournis ont permis d'évaluer les opportunités d'atténuation et d'adaptation et de permettre leur mise en œuvre dans les secteurs de la foresterie et de l'utilisation des terres dans le contexte de la Grande Muraille Verte (GGW). Une évaluation comparative de l'impact carbone d'un scénario de référence par rapport au scénario futur de réduction de la déforestation, d'intensification des activités de reboisement et d'adoption de bonnes pratiques agricoles, montre que le scénario futur générera une empreinte carbone de 325 249 211 tonnes de CO<sub>2</sub> entre 2022 et 2042, augmentant le carbone séquestré par hectare et par an de 0,1 à 0,8 tonnes CO<sub>2</sub> sur la même période. Au total, 182 techniciens de vulgarisation de l'ANADER, de la DPVC, de l'Élevage formés sur l'Approche "Caisse de Résilience" contribueront à leur tour à la mise en place de 630 Caisses de Résilience composées de près de 18 900 membres. En outre, 15 petites et moyennes entreprises des jeunes et femmes rurales ont été bien structurées et leurs capacités renforcées en matière de production, de transformation et conservations des produits (BPF

et BPH) et en business plan. De même, 15 PME/GIE/ dont 90% des jeunes et femmes ont été structurées et redynamisées en vue d'assurer leur autonomie et promouvoir l'emploi rural décent. Les équipements, outils et matériels nécessaires pour la mise en œuvre des activités ont été également acquis.

En matière d'intensification et de diversification des productions dans le contexte de changement climatique et de fragilité en vue d'assurer une production plus durable, on note les réalisations suivantes :

- ✓ 500 exploitations agricoles et animales vulnérables dont celles tenues par les femmes et les jeunes bénéficiant des appuis techniques pour la diversification des produits alimentaires ont adopté des bonnes pratiques face au changement climatique et autres chocs ;
- ✓ 10 Caisses de résilience ont été mises en place et ont solutionné le problème des inondations en utilisant les forages mis à leur disposition pour la culture de contre saison. Elles ont augmenté ainsi le rendement de 1,5 t/ha en pluviale à 8 t/ha en contre saison. Augmentation des champs de riz pluvial avec diguette de protection de 19% comparé aux champs sans protection ;



- ✓Sécurisation et amélioration du dispositif de production du riz en pluvial dans les périmètres aménagés ;
- ✓Amélioration de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et du revenu de 1000 ménages. Le rendement de champs de riz avec protection de diguettes est autour de 2.90 tonnes par hectare alors que le rendement des champs de riz sans protection de diguettes est d'environ 2.4 tonnes par hectare ;
- ✓Avec un investissement par hectare de 432.000 XAF, nous pouvons avoir un retour sur investissement de 1.444.500 XAF par hectare, avec comme prix moyen du riz paddy en pluvial à 500 XAF/kg. 9 720 bénéficiaires ont vu leur situation nutritionnelle s'améliorer grâce à l'argent obtenu par le déstockage et la consommation de viande séchée ;
- ✓Au total, 748 têtes de bœufs ont été déstockées et la viande transformée produisant ainsi 7480 Coros de farines (l'unité de vente) d'une valeur unitaire de 7500 XAF, pour un revenu de 56.100.000 XAF ;
- ✓Le profil protéinique de l'alimentation des 870 ménages ayant des enfants malnutris a été amélioré. Les jeux d'alliance entre bouchers et transformatrices ainsi que les commerçants détaillants ont permis d'entrevoir une filière viande pour le développement de l'économie local.

En matière de politiques, stratégies sectorielles et de gouvernance en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle on note les réalisations suivantes : Elaboration en cours de la politique nationale foncière ; Mise en place en cours de l'observatoire genre et revue des dépenses publiques agricoles. Huit projets de texte de la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale et halieutique sont en cours d'adoption: (i) Projet de Décret fixant les conditions et modalités d'application des subventions ciblées et des mesures d'exonération fiscales sur les équipements et intrants agricoles, d'élevage et halieutiques ; (ii) Projet de Décret portant conditions et modalités d'exercice des activités relatives aux exploitations agricoles ; (iii) Projet de Décret portant statuts, attributions, organisation et fonctionnement des Chambres Provinciales d'Agriculture ; (iv) Projet de Décret portant réglementation des professions agricoles en République du Tchad ; (v) Projet de Décret portant attributions, composition et fonctionnement du comité national et du comité technique d'organisation de la Semaine du Monde Rural ; (vi) Projet de Décret portant attributions, composition et fonctionnement du Comité National et du Comité

Technique d'organisation de la Semaine du Monde Rural ; (vii) Projet d'Arrêté conjoint fixant les tarifs préférentiels accordés aux exploitations agricoles en matière de consommation de l'énergie électrique et des produits pétroliers ; (viii) Projet d'Arrêté portant attributions, composition et fonctionnement de la plateforme de concertation et de dialogue inclusif sur les semences.

Dans le domaine de la résilience des systèmes de production face aux crises alimentaires, aux déplacements, aux problèmes de sécurité et aux catastrophes pour une meilleure production, nutrition et conditions de vie des populations vulnérables on note les progrès suivants :

- ✓Appui à la lutte pour atténuer les facteurs de risque, d'empêcher la propagation des agents pathogènes (maladies des équidés) qui a permis la Baisse de la mortalité des ânes et chevaux ;
- ✓72 672 ménages ont bénéficié de semences pluviales, outils aratoires et semences maraichères ;
- ✓113,872 tonnes de semences pluviales et maraichères (maïs, mil, riz, arachides tomate, gombo, oignon, Pastèque, concombre, piment, chou et poivron) ont été distribuées à 72 672 ménages ;
- ✓640 motopompes avec des tuyaux d'aspiration et de refoulement ont été distribués ;
- ✓560 moulins à céréales distribués aux bénéficiaires ;
- ✓110 250 outils composés de pelles, pioches, râtaux, arrosoirs et brouettes ont été distribués ;
- ✓La Production agricole estimée à 33 601 tonnes et une amélioration des revenus des ménages estimés à 173 393 XAF équivalent à \$323 par ménage ;
- ✓La distribution de 6000 chèvres à 1000 bénéficiaires ;
- ✓La distribution de 4000 blocs nutritionnels ;
- ✓La formation de 90 femmes transformatrices et 40 bouchers sur l'hygiène et la transformation de viande séchée.

Par le projet financé par la KOICA, le SNU a promu la participation des femmes aux activités économiques pour améliorer leurs subsistances dans les régions du Lac, du Kanem et du Bahr-El Gazal. L'équipe pays a soutenu la création des groupements des femmes pour les agricultures et réhabiliter les jardins communautaires par la clôture. Au même temps, elles sont équipées avec des pompe solaires, chariots et des graines des semences.

Les interventions du SNU ont également été associées à un renforcement des capacités pour soutenir la durabilité des actifs et le renforcement de systèmes alimentaires plus localisés. En général, les efforts de renforcement des capacités des producteurs ont été faits dans les provinces du Batha, BEG, Kanem, Lac, Mayo Kebbi Est, Mayo Kebbi Ouest, Ndjamena, Ouaddai, Tandjilé, Wadi Fira. Grâce à son expertise, les principaux agriculteurs ont été formés à la gestion de l'eau, comme la collecte de l'eau dans les zones arides, la manutention après récolte, la plantation d'arbres et la production de compost. Plus de 14 300 agriculteurs ont été formés à diverses technologies et pratiques au cours de l'année 2023 et plus du double du nombre de ceux qui ont participé en 2022, ce qui met en évidence l'intérêt croissant qu'ils ont pour ces types de renforcement de capacités.

L'équipe pays a également poursuivi la mise en œuvre de son programme d'appui aux marchés agricoles pour les petits exploitants agricoles (SAMS), qui met en relation les petits exploitants agricoles avec les écoles. Grâce à cette initiative, les écoles reçoivent de l'argent liquide pour acheter de la nourriture pour les repas scolaires directement

auprès des petits agriculteurs. Le SNU a formé 55 organisations paysannes en 2023, contre 40 en 2022, dans quatre régions. Ces formations se sont déroulées notamment dans les provinces du Lac, de Guera, du Batha et du Logone Oriental. Les organisations ont été formées au tri, au stockage, au transport et à la commercialisation de leurs produits. Des mini-magasins ont été construits pour les communautés dans les provinces du BEG, Kanem, Lac, Ouaddai et Sila.

Le SNU a mis en place des centres de services intégrés pour créer des pôles d'attraction économique accessibles à tous les acteurs du marché dans les provinces du BEG, Kanem, Mayo Kebbi Est, Mayo Kebbi Ouest. En outre, le SNU a appuyé la mise en place de groupes d'épargne et de crédit pour les femmes dans quatre provinces (BEG, Kanem, Ouaddai et Salamat). Enfin, sous le leadership du PAM, le SNU a investi dans la transformation agricole en appuyant les groupes de femmes transformatrices, ainsi que dans le renforcement des chaînes d'approvisionnement au profit des femmes et des jeunes pour faciliter leur accès sécurisé au marché et distribuer des matériels et des technologies appropriées.

#### Les défis relatifs à ce résultat stratégique sont liés à:

- *Insuffisance des investissements et des financements pour les réformes foncières et institutionnelles ;*
- *Situation alimentaire et nutritionnelle qui continue de s'aggraver particulièrement pendant la période de soudure ;*
- *Persistance des mouvements des populations avec impact sur les capacités du système de santé au-delà des planifications initiales ;*
- *Conflits entre agriculteurs et éleveurs ou entre populations déplacées (réfugiés, retournés, rapatriés ou familles d'accueil) et communautés hôtes sous-tendant les différentes formes d'insécurité ;*
- *Accès aux ressources naturelles, la participation communautaire et la capacité du gouvernement nécessitent une réévaluation régulière pour garantir la pertinence et l'efficacité du programme ;*
- *Variabilité climatique, les fluctuations du marché et l'instabilité politique peuvent avoir un impact sur la mise en œuvre des programmes de telle sorte que les stratégies solides de gestion des risques sont nécessaires pour anticiper et traiter efficacement ces risques ;*
- *Faible utilisation des opportunités telles que les nouvelles technologies, les réformes politiques et les flux de financement. Ainsi, les programmes doivent être conçus avec une flexibilité intégrée pour tirer parti des opportunités émergentes et maximiser leur impact ;*
- *Croissance démographique, insécurité/terrorisme qui prévaut dans la sous-région, chômage et sous-emploi en particulier des jeunes et des femmes, exode rural et, immigration illégale, transhumance transfrontalière, urbanisation et changements climatiques constituent des défis majeurs pour le Tchad. Par conséquent, il est prioritaire de réfléchir aux opportunités pouvant adresser ces problématiques et rechercher des solutions adéquates ;*
- *Manque d'évaluation continue des priorités nationales et des facteurs contextuels. Les dynamiques socio-économiques, environnementales et politiques en évolution rapide au Tchad nécessitent une analyse continue pour garantir la pertinence du programme et son alignement sur les priorités nationales et les besoins de la population.*
- *Faible engagement des parties prenantes dans la mise en œuvre des programmes de coopération. L'engagement régulier des parties prenantes est essentiel pour maintenir l'alignement. Une collaboration étroite avec les homologues gouvernementaux, les communautés locales et d'autres parties prenantes garantit que les programmes restent adaptés aux besoins et aux priorités de la population diversifiée du Tchad.*





Ce résultat stratégique 3 du cadre de coopération contribue aux priorités nationales ciblées dans le PND, notamment l’Axe n°2 « renforcement des bases de la bonne Gouvernance et de l’Etat de droit » et l’Axe n°1 « Renforcement de l’unité nationale » et s’inscrit dans l’agenda 2030 sous l’ODD 8 « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » ; l’ODD 16 qui ambitionne de promouvoir l’avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable, assurer à tous l’accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes (paix, sécurité), ainsi que l’ODD 17 sur le partenariat.

La gouvernance inclusive, la démocratie, l’Etat de droit et la cohésion sociale, comme en 2022, ont constitué, en 2023, un défi majeur pour le Tchad. En conformité avec le PND 2017 – 2023 et en lien avec le Plan Cadre des Nations Unies d’Assistance au Développement 2017 – 2023 (UNDAF), les Agences du Système des Nations Unies (SNU), ont poursuivi leurs appuis au Gouvernement du Tchad dans les domaines clés que sont la gouvernance, paix et sécurité. L’accent a été mis sur le renforcement des institutions afin d’améliorer la participation des populations dans les processus démocratiques et au dialogue national, la prévention des conflits communautaires et de l’insécurité, la consolidation de la paix et la cohésion sociale.

## 4.1: Gouvernance

En matière de gouvernance, le SNU continue de soutenir les efforts du gouvernement pour poursuivre la transition après le DNIS et la mise en œuvre de ses recommandations relatives aux réformes institutionnelles, à la bonne gouvernance, au respect des droits de l’homme et à la protection des défenseurs des droits de l’homme.

En 2023, sous l’appui financier du fonds du Secrétaire General des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF), le HCDH a appuyé la poursuite et la finalisation d’une cartographie de la situation des droits de l’homme au Tchad. Puis la mise en place et l’opérationnalisation de la commission de vérification des détentions illégales à travers l’élaboration d’une stratégie de vérification des cas de détentions illégales ou arbitraires et la mise en place d’une commission chargée de coordonner les activités de vérification de la légalité des détentions dans les maisons d’arrêt, les violons des brigades de Gendarmerie et des commissariats de Police. Le SNU continue d’appuyer le Tchad dans la promotion et la protection des droits de l’homme et de la justice dans les juridictions des cinq cours d’appel du Tchad (N’Djamena, Mongo, Moundou, Abéché et Sarh) en appuyant les engagements pris dans le cadre du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS) et auxquels a souscrit le gouvernement tchadien, notamment le processus d’établissement de la commission “Vérité – Pardon – Réparation – Réconciliation”, tel que prévu dans l’Accord de paix de Doha (Article 2.2.18.10) ainsi que dans les recommandations du DNIS sur la justice, la protection et la promotion des droits humains au Tchad.

En outre, l’équipe pays a contribué à la mise en place de la stratégie de transformation digitale du système judiciaire tchadien (2023- 2026) comprenant 23 projets structurants qui a été formulée puis validée techniquement et politiquement. Grâce à l’appui du SNU, quatre salles d’audiences virtuelles ont été aménagées et équipées dans les Maisons d’Arrêt et Palais de justice de N’Djamena et de Sarh en vue de faciliter la tenue régulière des audiences des Chambres criminelles et contribuer ainsi à l’amélioration de l’accès à la justice et le respect des droits humains des détenus.

De même, grâce à l’appui du Système des Nations

Unies 305 détenus dont 15% de femmes ont bénéficié de l’assistance judiciaire gratuite grâce au partenariat avec le Barreau : cela leur a permis de faire valoir leurs droits et de recouvrer la liberté. Vingt-neuf (29) acteurs judiciaires et pénitentiaires sur 45 identifiés disposent des capacités techniques pour l’utilisation des matériels de visioconférence et l’opérationnalisation des salles d’audiences virtuelles aménagées et équipées dans les Maisons d’Arrêt et Palais de justice de N’Djamena et de Sarh. Les performances des institutions et des acteurs judiciaires des ressorts des Cours d’Appel de Sarh et de N’Djaména ont été renforcées grâce à la dotation en outils informatiques constitués d’ordinateurs, de matériels de visioconférence, de licences zoom et de connexion internet.

Pour répondre aux besoins juridiques et judiciaires des réfugiés et des demandeurs d’asile, l’option prédominante reste le soutien limité fourni par l’équipe pays et ses partenaires aux services d’aide juridique. Cette aide couvre les frais liés à l’accès aux tribunaux. En 2023, 104 dossiers dont 80 pénaux et 24 civils, ont été enregistrés et suivis auprès des services compétents (police, tribunaux, gendarmerie) par le partenaire local APLFT (Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad). Tout au long de l’année 2023, le SNU a accompagné le rapatriement volontaire de 13 754 réfugiés camerounais. Cela a été possible grâce à l’amélioration de la situation sécuritaire et aux efforts de réconciliation dans le pays d’origine.

Le système des Nations Unies a réhabilité le réseau électrique de la salle serveur du ministère de la Justice en vue de la remise en marche du réseau LAN qui assurera l’interconnexion des différents services et le partage facile des informations et données judiciaires. De même, 40% de la population carcérale du Tchad répartie dans 17 maisons d’arrêt sur 43 dispose d’un accès à l’eau potable grâce à la réalisation, réhabilitation et construction des forages, résolvant ainsi les problèmes d’adduction d’eau, d’hygiène et assainissement avec 110 toilettes écologiques facilitant la pratique de l’agriculture écologique et l’amélioration de la sécurité sanitaire et alimentaire des détenus.





## 4.2: Promotion de légalité de sexes

Plus de 270 avocats y compris des stagiaires ont amélioré leurs connaissances dans diverses problématiques intrinsèquement liées à l'exercice de la profession d'avocat et plus particulièrement en contexte de Transition à l'occasion de la célébration de la première Rentrée solennelle du Barreau. Au total 185 membres de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), des médias, des délégués genre et droits de l'homme ont amélioré leurs connaissances des techniques de monitoring des droits de l'homme en contexte électoral.

Autres réalisations du SNU dans le domaine du renforcement de l'Etat de droit, de la promotion et l'accès inclusif à la justice et du renforcement des capacités, ayant contribué à la réussite de la deuxième phase de transition, en 2023, sont notamment :

- ✓ Opérationnalisation du Cadre national de Concertation des Partis Politiques ;
- ✓ Renforcement des capacités des membres des partis politiques pour garantir une compréhension harmonieuse du cadre légal encadrant le référendum ;
- ✓ Elaboration d'une stratégie de suivi-évaluation des recommandations du Dialogue National ;
- ✓ Professionnalisation de la CONOREC pour une organisation efficace du Référendum ;
- ✓ Formation des 113 630 membres des bureaux de vote sur l'ensemble du territoire (238 formateurs formés et déployés pour les 115 départements et 422 sous-préfectures) ;
- ✓ Mise à jour du fichier électoral et formation des agents d'enrôlement (8 237 768 électeurs dont 48,67% de femmes et 51,33% d'hommes enrôlés, etc.) ;
- ✓ Acquisition du matériel pour le scrutin référendaire (130 000 Manuels des Membres des bureaux de vote, 2 000 Guides d'électeurs, 90 000 Feuilles d'électeurs, etc.) ;
- ✓ Contribution à la vulgarisation du projet de texte constitutionnel : 40 000 exemplaires du projet de constitution remis aux différentes parties prenantes à travers le Secrétariat Général du Gouvernement.

En 2023, afin de soutenir les actions du gouvernement dans les domaines de la défense et de la sécurité, le SNU a poursuivi son engagement avec la Force Conjointe du G5 Sahel dans le pays, à travers le projet Cadre de conformité aux droits de

l'homme et au droit international humanitaire. Dans ce cadre, deux exercices de Retour d'expérience RETEX, ont été organisés. Le premier l'a été avec le Poste de Commandement du Fuseau Est du 24 au 25 janvier 2023 alors que le second l'a été avec le Poste de Commandement Interarmées de théâtre (PCIAT) du 24 au 25 février 2023. Ces deux rencontres ont permis à la Force Conjointe du G5 Sahel et les Nations Unies, de faire le bilan de tout ce qui a été fait en matière de protection des civils et de prise en compte des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans la zone d'opération de la Force Conjointe.

De même, les Nations Unies ont mis en place un système de monitoring et d'alerte précoce en matière des droits de l'homme et de la protection des civils, dans la zone d'opérations du G5 Sahel, en partenariat avec les organisations de la société civile, dans le but d'améliorer et de renforcer le respect et la protection des droits de l'homme, ainsi que la protection des civils dans la zone d'opérations G5 Sahel.

Par ailleurs, dans le but de poursuivre leur engagement avec les FDS dans le cadre des opérations militaires et de sécurisation du pays, les Nations Unies ont organisé, un cadre de discussions avec les acteurs nationaux de l'Etat, à travers un atelier de discussions et d'échanges pour la mise en œuvre du Cadre de conformité aux droits de l'homme et au droit international humanitaire à l'Armée nationale tchadienne, qui a eu lieu du 5 au 7 août 2023. Des recommandations pertinentes ont été formulées à cette occasion par les partenaires locaux, y compris des FDS. Lesdites recommandations ont été traduites en activités concrètes à mettre en œuvre dans le cadre de la poursuite de l'engagement des Nations Unies avec les Forces de Défenses et de Sécurité, lors d'une rencontre des différents acteurs impliqués, qui a eu lieu à Bongor, en août 2023.

S'agissant des Forces de Sécurité Intérieure, 396 éléments de ces derniers dont 72 femmes (gendarmerie nationale, police nationale, garde nationale et nomade et police judiciaire), ont vu leurs capacités renforcées sur les droits de l'homme, le maintien de l'ordre et le respect des Codes de Déontologie de ces forces lors des opérations d'application des lois au Tchad.

A travers le projet d'appui à la mise en place de l'Observatoire pour la Promotion de l'Égalité et de l'Équité Genre (OPEG) financé par le Fonds de consolidation de la paix du Secrétaire général des NU et mis en œuvre par le HCDH, l'UNFPA et la FAO, grâce à l'appui technique et aux initiatives de plaidoyer du SNU et à la coopération sud-sud, le Secrétariat Exécutif est désormais mis en place, pour l'opérationnalisation de l'OPEG au Tchad. En 2023, l'Observatoire a défini la base de données d'indicateurs, développé des partenariats avec les organisations de la société civile et les médias pour sensibiliser le public à son mandat et plus généralement à la situation de l'égalité femmes-hommes au Tchad. Et il a formé 400 membres de différents ministères et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme à garantir l'intégration de la dimension de genre dans leur planification et leur budgétisation.

De même l'Observatoire s'est enrichi de l'expérience d'un autre Observatoire de la sous-région ouest africaine (Cote d'Ivoire) afin de parfaire ses outils et s'organiser pour l'atteinte de ses objectifs. En conséquence, l'Observatoire est désormais en mesure de collecter et de partager des données sensibles au genre et à l'âge sur la situation de l'égalité des sexes au Tchad, à des fins politiques et de prise de décision auprès des parties prenantes, et sera en mesure de suivre l'impact des politiques publiques sur dynamique de genre à l'avenir. Une journée d'information a également été organisée à l'endroit des parlementaires afin qu'ils prennent connaissance du rôle de cet Observatoire. Le plaidoyer se poursuit pour l'inscription de l'Observatoire dans le budget de l'État afin d'assurer la continuité de ses activités.

Dans le but de comprendre les causes profondes des

violences basées sur le genre dans les zones d'installation des réfugiés, le SNU a travers le HCR a conduit une étude en collaboration avec la Maison Nationale de la Femme au Tchad. Les trouvailles permettront au SNU de développer les projets spécifiques de prévention et d'atténuation des risques de violence basée sur le genre.

En matière d'autonomisation des femmes, le fonds de consolidation de la paix du Secrétaire Général de l'ONU soutient les membres de 80 organisations de la société civile dirigées par des femmes (avec environ 1 360 membres au total) dans les départements de Bol, Liwa, Bagasola et Ngouri de la province du Lac au Tchad à travers COOPI. Ces associations ont participé à des activités de renforcement des capacités en matière de gestion du cycle de projet avant l'élaboration de leurs propositions de consolidation de la paix locale en 2023 et les subventions en cascade sont prévues pour 2024. Elles ont également été formés sur le leadership et l'entrepreneuriat des femmes en amont de la création d'un fonds rotatif, en vue de leur autonomisation. À la suite du plaidoyer de ces femmes auprès des autorités locales et traditionnelles en faveur de l'autonomisation et de l'égalité des sexes, les autorités des quatre départements ont adopté quatre plans d'action qui incluent leur engagement à garantir la participation pleine, significative et efficace des femmes et des jeunes femmes aux décisions des instances de prévention et de gestion des conflits. Cette initiative de promotion de l'égalité des sexes montre une « dynamique d'intégration et de stabilisation de la paix grâce à des relations apaisées au niveau intercommunautaire qui sont souvent associées au développement des réseaux économiques et d'échanges commerciaux.



Les autres résultats en matière de promotion de l'égalité de sexes peuvent être résumés comme suit :

- ✓ Mise en place des quatre clubs ODD-VBG à Moundou et Sarh pour s'occuper de la sensibilisation des populations sur la problématique de l'égalité des sexes ;
- ✓ Participation aux célébrations traditionnelles annuelles de promotion et de protection des droits des femmes : semaine Nationale de la Femme Tchadienne ; journée internationale des droits de la femme, campagne des 16 jours d'activisme contre les violences à l'égard des femmes et des filles en décembre 2023 ;
- ✓ Mobilisation des ressources pour soutenir les femmes entrepreneures en les appuyant à développer de nouvelles opportunités commerciales durables et des chaînes de valeur. A ce titre, 15 femmes cheffes d'entreprises ont bénéficié d'un accompagnement technique et financier : cela leur a permis d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leurs conditions socio-économiques (plus d'autonomie vis-à-vis des hommes, plus de marge de manœuvre en termes de dépenses et d'achats, plus de droit à la parole, etc.)

✓ Renforcement du pouvoir économique et du statut des femmes à travers le programme d'autonomisation économique et sociale de la femme (PNAESF): les premières données montrent que les femmes touchées par le projet ont amélioré leurs conditions socio-économiques (plus d'autonomie vis-à-vis des hommes, plus de marge de manœuvre en termes de dépenses et d'achats, etc.)

✓ Les opportunités d'emplois et de revenus basées sur l'exploitation des ressources naturelles ont été offertes à 1 098 bénéficiaires directs (dont 853 femmes à travers 10 microprojets pour un montant global de 195 millions de FCFA : les premiers impacts enregistrés sur l'égalité des sexes sont entre autres : augmentation des revenus des femmes, amélioration de leurs conditions socio-économiques.

✓ L'engagement de l'équipe pays dans le processus Gender Equality Seal : c'est une reconnaissance des efforts significatifs fournis par le PNUD au Tchad en vue de faire progresser l'égalité entre les sexes à travers ses projets et programmes ainsi que ses interactions avec ses partenaires stratégiques.

## 4.2: Consolidation de la Paix



En 2023, l'évaluation du portefeuille du Fonds pour la consolidation de la paix a révélé un certain nombre d'approches utilisées par les initiatives de consolidation de la paix pour répondre aux défis – promouvoir l'Etat de droit, la cohésion sociale et la gouvernance locale, d'une part, et renforcer la résilience, d'autre part.

Il s'agit de l'approche multi-thème, informée par des analyses de conflits contextuelles (surtout au niveau projet) adaptée au contexte qui a mis l'accent sur : la consolidation de la paix au niveau local, transfrontalier et plus récemment national ; l'inclusion des femmes et des jeunes et les liens entre communautés différentes ; la médiation ; la sensibilisation et le renforcement des capacités locales. Et l'approche multi-niveaux (local, national et transfrontalier) aussi très pertinente car elle est adaptative aux besoins émergents en matière de paix (notamment le changement climatique et la transhumance, puis la transition politique amorcée en 2021).

En 2023, grâce au plaidoyer du système des Nations Unies, un décret n°1894/PT/PM/MRNCS/2023, portant création, organisation et fonctionnement d'une

Commission Nationale pour la Paix, la Réconciliation Nationale et la Cohésion Sociale et ses démembrements a été adopté le 03 juillet 2023.

Dans le but de soutenir les efforts du gouvernement dans les domaines de la cohésion sociale et de la réconciliation, ce décret a abouti à l'initiative soutenue par le fonds de consolidation de la paix du secrétaire général des Nations Unies qui a permis au système des Nations Unies d'accompagner la mise en place des commissions provinciales et départementales de paix et de cohésion sociale dans les provinces du Borkou, Ennedi Ouest et Tibesti au nord, celles du Tandjilé, Mayo Kebbi Ouest, Chari Baguirmi, Bar-El Gazal et Ndjama. Ce processus reste en cours et s'accompagnera d'un renforcement des capacités techniques et opérationnelles de ces structures pour la mise en œuvre effective des recommandations du récent Dialogue National Inclusif et Souverain et la mise en place d'un environnement favorable au dialogue et à la réconciliation à travers ces antennes provinciales et départementales de la Commission Nationale.

Le même plaidoyer a été réalisé pour l'adoption du décret n°1459/PT/PM/MRNCS/2023, portant création d'une Commission Nationale chargée de la mise en œuvre du programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CNCMO-DDR), le 31 mai 2023. Le décret en question a abouti à l'initiative visant à soutenir la création d'un environnement favorable à la mise en œuvre du programme DDR en vue de l'exécution de l'accord de paix de Doha. Cette initiative, approuvée fin 2023 par le fonds de consolidation de la paix du secrétaire général de l'ONU, a permis au SNU au Tchad de se positionner stratégiquement dans le processus de transition politique apaisée à travers la mise en œuvre de l'accord de paix de Doha. L'initiative « Pré-DDR » est en cours d'exécution et vise à doter la commission DDR de capacités opérationnelles et institutionnelles pour concevoir, programmer et mettre en œuvre les principales activités du processus national de DDR, y compris la mise en place d'outils de gestion des membres des ex-membres des groupes politico-militaires, analyse intégrée du contexte associé aux programmes DDR (analyse du contexte politique, sécuritaire et socio-économique, inventaire des groupes armés signataires et non signataires incluant une analyse spécifique de la situation des femmes, des jeunes et des enfants qui leur sont associés, etc.). Dans le même objectif, le SNU accompagnera également les autorités tchadiennes dans la mise en place des cadres institutionnels, juridiques, stratégiques et opérationnels pour sa mise en œuvre selon les Standards intégrées du DDR (UN IDDRS).

Au niveau local on note aussi quelques résultats significatifs. Au Nord du Tchad, l'élaboration inclusive et la mise en œuvre de projets collectifs d'intérêt public ont permis d'établir un dialogue constructif entre l'Etat et les communautés pour améliorer la gestion des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, notamment l'or, l'eau, le gypse et le natron. En outre, une feuille de route a été élaborée par les parties prenantes locales, les représentants de la société civile et les autorités, avec des solutions convenues pour ces conflits, notamment pour l'amélioration de la gouvernance minière en collaboration avec la Société nationale des mines et de géologie. Grâce au fonds PBF, il y a eu

une amélioration de la perception des communautés du Nord selon laquelle le gouvernement central souhaite répondre à leurs besoins. En guise d'exemple, les communes, préfets et gouvernorats soutenus par l'initiative PBF sont désormais équipés pour fournir des documents administratifs aux citoyens, ce qui se faisait auparavant uniquement à Faya. A la suite d'un accord de paix signé en janvier 2023 entre le gouvernement de transition et le comité d'autodéfense de Miski, l'initiative PBF a également favorisé les dividendes de la paix et les efforts de cohésion sociale pour les communautés de la province du Borkou.

En termes de gestion de la transhumance transfrontalière, de gouvernance et de gestion des conflits éleveurs-agriculteurs associés. Un système d'alerte précoce pour la transhumance a été mis en place avec un réseau de 48 relais communautaires, suivi de la diffusion de deux Dashboard sur les conflits liés à la transhumance dans les trois provinces du projet (Salamat, Sila et Ouaddai) et la formation de 15 agents de l'INSEED sur les activités de comptage et enquête pendant la grande transhumance pour faciliter la diffusion des données sur les flux saisonniers de transhumance et les enquêtes auprès des transhumants. Le SNU a également soutenu l'organisation d'un atelier de cartographie des couloirs de transhumance. Une évaluation des mécanismes existants de gestion et de prévention des conflits liés à la transhumance et un diagnostic de 12 comités locaux de gestion des conflits dans les trois provinces ont été réalisés suivis de séances de renforcement des capacités de 30 membres des comités locaux de gestion des conflits. Dans la même zone, une étude des typologies de conflits a été réalisée et a permis d'identifier 7 types de conflits. En matière de renforcement des capacités institutionnelles, un groupe consultatif pour les questions de cadres juridiques ainsi que la question des armes légères a été mis en place et un projet de décret portant création de la commission nationale de lutte contre la prolifération et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre a été élaboré. Ainsi, le document est disponible et soumis à la présidence pour signature.



A cela s'ajoute, les 2 arrêtés provinciaux portant mise en place des mécanismes de gestion des conflits agriculteurs-éleveurs signés respectivement par les gouverneurs du Ouaddaï et du Salamat ; la formation des comités de gestion des conflits dans ces provinces au sein desquels 80 autorités administratives, traditionnelles jeunes, femmes et religieux, ont été formés à la prévention des conflits communautaires et aux rudiments du Droit à Abéché ; ainsi que le forum interprovincial (Ouaddaï, du Sila, du Salamat) organisé par le Conseil Economique Culturel Social et Environnemental pour discuter des conditionnalités de la paix sous le thème de la Résolution des conflits agriculteurs-éleveurs et les causes profondes dans les provinces, qui a enregistré la participation de 100 personnes (autorités locales, traditionnelles).

Au Sud du Tchad, grâce à l'initiative pour la promotion des jeunes du fonds de consolidation de la paix, le SNU a soutenu l'autonomisation des jeunes à travers l'amélioration de l'espace civique et du dialogue. La première enquête sur « la participation des jeunes à la vie publique » organisée le 26 mai 2023 via la plateforme U-Report, a permis à 24 920 jeunes, dont 10 716 filles, de s'exprimer sur les problématiques liées à leur participation à la vie publique, et de proposer des solutions d'amélioration. Le manque de culture civique et l'insécurité ont été identifiés comme les principaux obstacles à la participation des jeunes. Ils ont suggéré de créer davantage d'espaces participatifs pour l'éducation civique et la lutte contre les préjugés. A N'Djamena, Bongor, Sarh et Mongo, en partenariat avec le ministère de la Jeunesse, 1 000 jeunes ont bénéficié des formations et participé aux activités visant à renforcer leurs compétences en leadership et en plaidoyer, contribuer aux plans de développement local et apprendre à présenter un plan d'affaires pour améliorer leur travail indépendant.

En matière de sécurité et de cohésion sociale au Lac et à Hadjer Lamis, des données de l'expérience du Niger ont été collectées (Centre unique de triage, déradicalisation, formation professionnelle), ainsi que des données du Nigéria qui ont permis de faire une étude comparative pour une meilleure conception du centre. Dans un atelier de réflexion, 50 autorités administratives et traditionnelles de N'Djaména et Bol, avec 10 femmes, associés aux réflexions sur le centre de transit et d'orientation au Tchad. Les deux gouvernorats ont bénéficié d'équipements en matériel roulant pour renforcer les patrouilles de terrain et la sécurité. Des formations ont également

été dispensées aux acteurs impliqués dans le projet (Projet DDRR) sur la cohésion sociale, la résolution des conflits, les droits de l'homme, la bonne gouvernance et la lutte contre le terrorisme. Les interventions du SNU ont également contribué à l'autonomisation de 7 comités de stabilisation sur les thèmes suivants : émergence d'un leadership féminin et consensuel, coordination de la sécurité et du développement.

En matière de lutte contre l'extrémisme violent à travers l'approche formation-sensibilisation, dans la zone du Lac, le SNU a réalisé les résultats suivants :

- ✓70 000 auditeurs, avec 30 000 femmes sensibilisés sur la citoyenneté à travers les médias communautaires ;
- ✓18 000 personnes, garçons et filles, dont 8800 femmes et filles sensibilisés contre l'extrémisme violent et la radicalisation ;
- ✓Six plateformes communautaires redynamisées pour la promotion du dialogue communautaire sur les dangers de l'extrémisme violent et la consolidation de la paix, et 174 membres formés sur les techniques organisationnelles, la consolidation de la paix et les droits de l'homme ;
- ✓7500 femmes environ sensibilisées sur l'extrémisme violent, le leadership féminin, l'enrôlement volontaire par les groupes extrémistes, les droits humains essentiels ;
- ✓02 systèmes d'alerte précoce ont été mis en place au Lac et au Hadjer Lamis et renforcés ;
- ✓Plus de 12 000 jeunes ont été mobilisés dans des initiatives de mobilisation sociale et citoyenne au niveau communautaire dont 40% de jeunes femmes et filles ;
- ✓Plus de 900 femmes ont été formées et engagées dans la lutte contre l'extrémisme violent et la limitation de l'enrôlement volontaire par les groupes extrémistes. ;
- ✓Dans la promotion du genre, 200 autorités ont été formées à la résolution 1325 du CSNU (Femme, paix et sécurité) et 900 femmes engagées dans la sensibilisation.
- ✓475 femmes ont bénéficié de microcrédit rotatif, comme moyen de limitation de l'enrôlement volontaire des femmes et jeunes filles par les groupes extrémistes, dans les localités du Lac (Bol, Bagasola, Liwa) et le Hadjer Lamis ( Massakory, Mani, Mittériné, Mahada, Guitté).

## 4.4: Croissance inclusive



En 2023, le SNU a appuyé techniquement et financièrement le Gouvernement du Tchad dans l'élaboration du plan national de développement (PND 2024– 2028). Les appuis techniques et financiers du SNU en 2023 ont permis de réduire le taux de sous-emploi chez les jeunes (formel et informel) et d'augmenter les taux d'emplois (formel et informel). Sous les projets de la stabilisation communautaire et la consolidation de la paix, l'équipe pays a fournis les AGR notamment aux femmes et aux jeunes hommes. Au total, 2436 femmes et 598 jeunes hommes dans les régions du Lac et du Nord ont bénéficié de financement en 2023. Dans les communautés du Nord, le SNU a fourni les formations professionnelles au centre de profession qui est réhabilité. Après la formation, l'équipe pays a distribué à 280 start-ups kits pour les nouveaux diplômés en 2023. Ces start-up kits ont facilité la gestion des entreprises créées par les diplômés après la sortie de la formation.

Les autres résultats constatés en 2023 sont entre autres :

- ✓ Environ 30 regroupements et associations de paysans ont été dotés de matériels aratoires et d'équipements d'irrigation touchant plus de 2 500 agriculteurs et pêcheurs dont 45 % de femmes qui

ont pu augmenter leur productivité grâce à cette dotation ;

- ✓ Les activités d'autonomisation entreprises par le projet Fenêtre Nationale de Stabilisation (FNS) ont touché 5 201 personnes dont 2 320 femmes, soit (44,61%) ;

✓ Les jeunes sont représentés à hauteur de 2 183 personnes (formation des opérateurs économiques, renforcement des revenus immédiats au bénéfice des populations exposées aux conflits armés en particulier les femmes et les jeunes, appuis dans le domaine de l'agriculture, de la pêche, etc.) ; ce qui a induit une croissance certaine de la production agricole, de l'élevage et de la pêche

- ✓ Les opportunités d'emplois et de revenus basées sur l'exploitation des ressources naturelles ont été offertes à 643 bénéficiaires directs (principalement des femmes) et 4 700 bénéficiaires indirects dans les Etats membres des pays du Bassin du Lac Tchad (Tchad, Cameroun, République centrafricaine et Niger) à travers 24 micro-projets en lien avec la valorisation des plantes envahissantes et l'exploitation des ressources naturelles pour un montant de 227 millions XAF.



# 5

## Partenariats pour le financement de l'agenda 2030



✓ Les interventions du Système des Nations Unies au Tchad dans le domaine de la réduction de la pauvreté à travers la création d'emplois sont également axées sur la formation des groupes productifs et professionnels et l'initiation des activités génératrices de revenus (175 ménages formés et sensibilisés ont entrepris des activités génératrices de revenus).

✓ Au total, en 2023, grâce aux interventions du SNU, plus de 499 bénéficiaires de micro-crédits, soit 376 promoteurs individuels et 123 groupements. En tout c'est un montant de 660 millions de Francs XAF qui a été octroyé comme micro-crédit à travers l'organisation UCEC-MK. Les bénéficiaires individuels sont constitués à 73,9% d'hommes et à 26,1% de femmes. Ils sont constitués de 29,2% de jeunes de moins de 35 ans. Les groupements sont constitués à 68,6% de femmes et 31,4% d'hommes. On relève que 54,5% des bénéficiaires individuels ont opté pour l'agriculture comme activité principale. Le commerce est exercé comme activité principale par 25,3% des bénéficiaires individuels.

✓ Ainsi, par le simple fait d'octroyer des crédits aux populations cibles, le projet a permis d'accroître le nombre de personnes ayant accès aux services financiers. Cet accroissement a cependant été moins en faveur des femmes et des jeunes concernant les promoteurs individuels. En effet, les femmes et les jeunes ne représentent que respectivement 26% et 29% des bénéficiaires de cette catégorie. Toutefois, les membres des groupements productifs sont constitués en majorité de femmes (65,8% des membres). En outre, au-delà d'améliorer les conditions économiques des bénéficiaires, l'octroi de

micro-crédit montre que les populations peuvent adhérer à la microfinance comme source de financement de leurs activités agricoles, commerciales ou autres et, par ricochet, constitue un catalyseur de développement.

Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre du projet Plan National d'Adaptation (PNA), le SNU a appuyé l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC) des communes de Bitkine et de Doba. Dix Plans de Développement Provinciaux (PDP) ont été actualisés pour intégrer les options d'adaptation aux Changements Climatiques et le genre (PDP du Logone Occidental, Logone Oriental et Mayo-Kebbi Est et Mayo Kebbi Ouest, Bol et Tandjilé, Mao, etc.).

En matière de renforcement du système de gouvernance locale, le SNU a appuyé le renforcement des capacités du comité provincial d'actions (CPA) et des acteurs locaux de la province du Moyen Chari en gestion axée sur les résultats, en approche droits humains et en analyse des risques. Ceci a facilité la participation active de ces acteurs locaux au processus d'élaboration du plan de développement provincial. L'appui aux 20 groupements féminins dans la Province du Lac en matière d'activités génératrices de revenus où elles ont reçu des matériels de séchage de poisson/légumes, de cultures saisonnières, permettant ainsi l'autonomisation et la promotion de l'entreprenariat des femmes de la province.

Les difficultés rencontrées lors de la mise en place des activités dans ce groupe de résultats était l'opérationnalisation du Nexus Humanitaire - Développement – Paix avec l'inclusion des réfugiés, déplacées et les autres personnes dans les paquets d'activités. Le travail est surtout centré sur le plaidoyer auprès du Gouvernement, des autorités locales, mais aussi auprès des autres Agences du système des Nations Unies, des ONG nationales et internationales, des bailleurs et les institutions financières.

Cependant les succès étaient liés aux :

- L'implication des autorités locales dès le lancement du projet qui a renforcé les conditions d'atteinte des résultats, d'appropriation et de pérennisation des acquis.
- L'implication des femmes dans les questions de développement de leurs familles qui a permis d'avoir un impact social plus important ;
- L'implication directe et le leadership des hautes autorités du Ministère de la Justice et des Droits Humains dans l'e-justice qui a favorisé le processus de mise en place et l'engagement des acteurs judiciaires.
- L'amélioration des conditions de détention qui participe véritablement au renforcement des droits des détenus et leur sécurité humaine et favorise leur insertion socio-économique à travers l'acquisition de nouvelles compétences
- La coopération civilo-militaire permet d'anticiper sur l'extrémisme violent et induit une meilleure efficacité des Forces de sécurité
- La mise en place et l'engagement du ministère de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale dans les initiatives de consolidation de la paix.

Dans le contexte du financement de l'Agenda 2030, le Tchad entretient des relations privilégiées avec ses partenaires traditionnels et historiques, membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE. Parallèlement, le pays diversifie ses sources de financement en renforçant ses partenariats, notamment avec des pays d'Asie et du Proche-Orient. Parmi ces partenaires figurent la Chine, la Turquie, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Koweït et l'Arabie saoudite. Ces pays apportent des ressources financières, techniques et humaines supplémentaires pour soutenir les efforts de développement.

En 2023, le Tchad a entrepris plusieurs actions importantes dans le cadre du financement de l'Agenda 2030. Le pays a mis en place un pacte de partenariat visant à améliorer la qualité de l'éducation et à garantir un accès équitable à une éducation de qualité pour tous, en particulier pour les filles et les enfants vulnérables, y compris les réfugiés et les déplacés internes. Le Tchad a travaillé à mobiliser des financements du secteur privé pour soutenir des initiatives liées au climat et à la croissance verte. Le

rapport Pays 2023 de la BAD intitulé Tchad, mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte met en évidence les efforts déployés dans ce domaine. Le Tchad a débuté la mise en œuvre du 2ème Plan National de Développement (PND2024-2028) dans le cadre de sa vision 2030.

De plus, à travers le Comité des Partenaires Techniques et Financiers CPTF, coprésidé par le Coordonnateur Résident, le système des Nations Unies a œuvré à une meilleure synergie des interventions des partenaires et au renforcement de la collaboration et du lien avec le Gouvernement. Le Tchad a également initié la mise en place d'un Cadre National de Concertation avec les Partenaires Techniques et Financiers dont la mission est d'assurer une meilleure coordination entre le Gouvernement et les Partenaires techniques et Financiers qui financent ou interviennent dans le domaine de l'Humanitaire, du Développement et de la Consolidation de la Paix au Tchad. Ces initiatives témoignent des efforts du Tchad pour atteindre les objectifs de développement durable fixés par l'Agenda 2030.

2-<https://www.globalpartnership.org/fr/content/pacte-de-partenariat-tchad-2023>



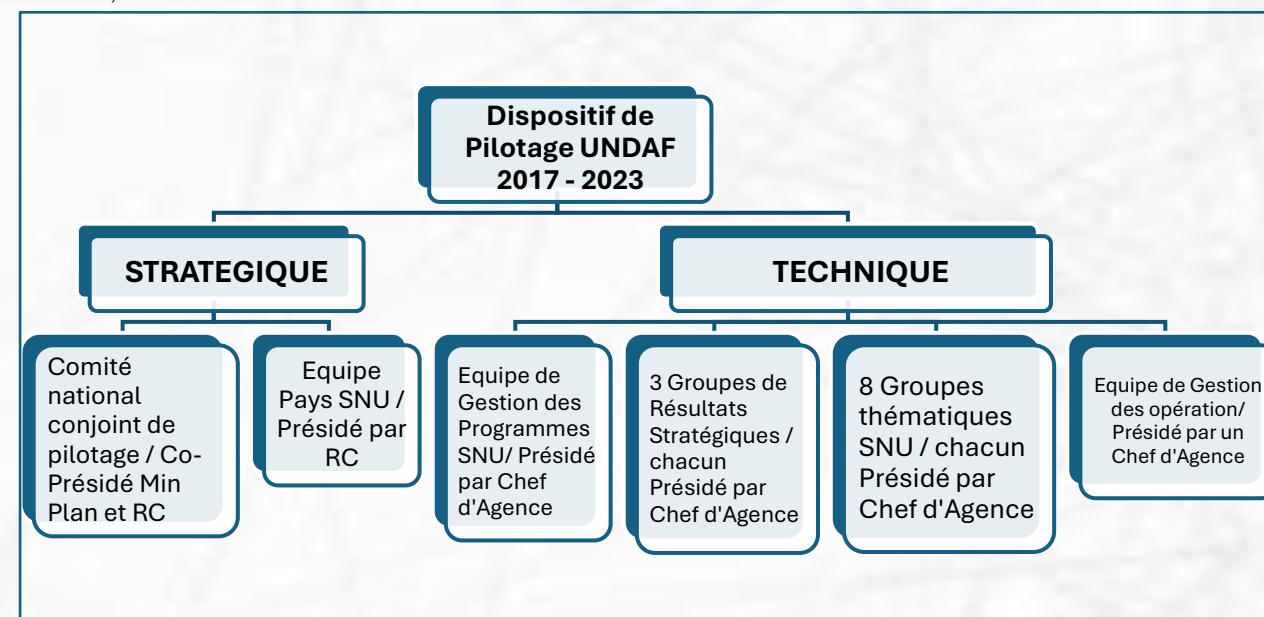


## MECANISMES DE GESTION ET DE COORDINATION



Le SNU au Tchad est dans une quête permanente de cohérence, d'efficacité et d'efficience pour avoir plus d'impact sur les bénéficiaires et une meilleure visibilité de ses interventions auprès du gouvernement et des partenaires, les mécanismes de coordination du cadre de coopération sont seuls gages de sa mise en œuvre effective. Pour ce faire, la partie nationale doit assurer son rôle de leadership dans le processus de suivi des actions du système des Nations Unies.

Ainsi, pour plus d'efficience, le SNU s'appuie sur le comité national conjoint de pilotage, qui est une instance stratégique, mais aussi sur l'équipe de gestion des programmes et l'équipe de gestion des opérations. Pour plus de cohérence et d'efficacité des interventions, elle s'appuie sur les groupes de résultats et les groupes thématiques qui sont des instances techniques. Ce mécanisme de coordination repose également sur le maintien du leadership de la partie gouvernementale, la participation des acteurs non étatiques, la focalisation sur les résultats et la redevabilité, la promotion des activités conjointes multisectorielles.



L'équipe pays du Tchad est dans une quête permanente, pour mieux communiquer d'une seule voix sur les résultats de l'UNDAF (médias, sites) et parler d'une même voix à l'intention du Gouvernement du Tchad et des donateurs, afin que les bailleurs voient l'équipe pays comme une référence. Au niveau politique et des hautes instances de l'Etat ce leadership est bien affirmé, mais au niveau technique l'appropriation ne suit pas par manque de capacité d'une part et par manque de motivation des agents d'autre part.

En effet, la présence des agents des Ministères aux réunions convoquées par le Ministère en Charge du Plan est souvent faible (forte présence des chefs d'agences mais absences des responsables Ministères de niveau de décision), ce qui témoigne de la faible priorité accordée à ces rencontres par la partie gouvernementale.

Par ailleurs, la mobilité des responsables des

Ministères amoindrit l'appropriation par le gouvernement, ce qui explique les difficultés que rencontrent les agences du SNU à contacter leur vis-à-vis pour les activités UNDAF dans les ministères.

De même, les termes de références des différents groupes techniques sont bien décrits mais leur opérationnalité pose des problèmes. En effet, toutes les agences n'ont pas les mêmes capacités humaines et techniques de participer aux travaux des différents mécanismes de suivi de l'UNDAF (équipe de gestion des programmes, groupes de résultats, groupe suivi/évaluation, programmes conjoints, etc.). En outre, l'UNDAF embrasse trop d'activités, il faut une priorisation plus pointue et une rationalisation des mécanismes de coordination et des domaines d'intervention.





## Programmes Communs

Comme les années antérieures, en 2023 l'Equipe Pays dispose d'un UNDAF dont la mise en œuvre est co-présidée par le Gouvernement et le système des Nations Unies. Cinq (5) programmes conjoints<sup>3</sup> élaborés sont en cours de mise en œuvre. Pour opérationnaliser l'UNDAF, trois plans de travail conjoints 2023 ont été élaborés et signés dont toutes les activités ont été budgétisées comme le recommande le guide DCO d'élaboration du plan de travail conjoint.

La régularité des réunions ainsi que la forte participation des Chefs d'agences constituent les principales forces du programme commun au Tchad. Mais, il y a une faible implication des structures gouvernementales dans la mise en œuvre de l'UNDAF à tous les niveaux. Au niveau technique, l'équipe de gestion du programme et les Groupes de résultats assurent la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation de l'UNDAF, avec l'appui du Comité National conjoint de pilotage.



## Cadre budgétaire commun

Le cadre budgétaire commun est inclus dans l'UNDAF 2017-2023 et présente les ressources estimatives totales de \$2,5 milliards. Pour l'année 2023, un montant estimatif de \$300 millions était disponible pour la mise en œuvre et environ \$276 millions ont été dépensés soit 92%.



## Comité National conjoint de Pilotage

L'architecture institutionnelle de l'UNDAF 2017-2023 est structurée à deux niveaux : stratégique et technique. À ces deux niveaux, interviennent le Comité National conjoint de pilotage et l'Équipe Pays du Système des Nations Unies d'une part ; et l'équipe de gestion du programme, le Groupe de Résultats, le Groupe de Communication des Nations Unies et le Groupe des Opérations (OMT - Opération Management Team) d'autre part.

Ces principaux organes ont collaboré et développé des synergies et des complémentarités avec d'autres parties prenantes à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de l'UNDAF. Le Gouvernement, en tant que cosignataire de l'UNDAF, figure dans cette architecture institutionnelle.

Au niveau stratégique, l'équipe des Nations Unies composée des Chefs d'agences et la cellule de coordination du ministère de l'Économie et de la Planification du Développement, assurent le pilotage stratégique de la mise en œuvre de l'UNDAF. Ce comité a pour mission :

- D'orienter et de superviser la mise en œuvre du programme commun en s'assurant que celui-ci reste aligné sur les priorités nationales et que la programmation est axée sur des indicateurs vérifiables
- Suivre la mise en œuvre des recommandations des réunions antérieures,
- Examiner et confirmer l'orientation stratégique et l'ensemble des priorités de financement du Programme unique,
- Assurer une supervision et un appui de haut niveau

Le comité national conjoint de pilotage est fonctionnel de manière consultative. Les échanges entre la Coordinatrice résidente et le Ministre de l'Économie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale autour du processus du Cadre de Coopération est un indicateur de l'appropriation nationale, en conformité avec la Déclaration de Paris et la mise en œuvre de la réforme du SNU. La réunion du comité de pilotage a eu lieu en janvier 2022 et en août 2023 compte tenu de l'agenda des co-présidents de ladite réunion.

Le Comité de pilotage se réunit en principe une à deux fois par an avec le Bureau du Coordonnateur résident qui fait office de secrétariat, conjointement avec les homologues correspondant du gouvernement ; il est tenu de communiquer des informations à l'équipe de pays des Nations Unies.



## Groupes de Résultats

Les Groupes de Résultats sont chargés de la mise en œuvre et de la gestion des Résultats stratégiques qui sont mis en place. Ces groupes ont assuré le leadership technique de la mise en œuvre de l'UNDAF et ont élaboré annuellement les rapports des résultats identifiés en Plans de travail réalistes, précisant les ressources allouées, les délais et les indicateurs de suivi.



## Equipe de Gestion des Programmes

La mise en œuvre de l'UNDAF 2017-2023 bénéficie de l'appui technique du groupe de gestion des programmes dont la présidence est assurée par la Représentante Résidente de UNFPA. Elle se réunit selon les besoins d'appui de l'Equipe Pays autour des questions relatives à la programmation.

En 2023, l'Equipe de Gestion des Programmes a essentiellement :

- ✓ Tenue plusieurs réunions Ad-hoc sur la revue des notes conceptuelles et documents techniques demandés par UNCT
- ✓ Contribué à la finalisation de l'UNSDCF 2024 - 2026
- ✓ Superviser la mise à jour du CCA 2023



## Groupe Suivi et Evaluation

Le groupe de Suivi et Evaluation du SNU est présidé par le Représentant résident de l'ONUSIDA. Le Groupe a pu assurer le suivi des revues de l'UNDAF. Le groupe de suivi et évaluation a rencontré des défis en 2023 comparativement aux années antérieures.



## Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG)

Pour la dernière année de mise en œuvre de son plan de communication commun pour la stratégie de communication d'appui à la mise en œuvre du PNUAD 2017-2023, le Groupe de communication du système des Nations Unies a poursuivi ses activités. Sous la direction du Coordonnateur résident, Président du Groupe, et du Vice-président, le Chef de mission d'OCHA, l'UNCG a organisé des réunions mensuelles régulières et a soutenu l'organisation d'événements, notamment des journées internationales, afin d'améliorer encore la visibilité des actions des agences et des programmes en appui au Gouvernement.

Grâce à ses publications bimestrielles du bulletin d'information du système des Nations unies, ECHO SNU, l'UNCG a produit 5 des 6 numéros attendus annuellement. Ces supports de communication avec le grand public ont été partagés avec la partie nationale, en particulier le gouvernement, les ONG et les partenaires techniques et financiers, et ont également été largement diffusés sur les plateformes numériques.

L'UNCG a soutenu la préparation des missions et des visites des hauts fonctionnaires de l'ONU, en relayant des informations sur l'avancement des activités en temps réel. Il a également contribué à l'organisation de conférences de presse et à la rédaction de communiqués de presse et d'articles pour informer l'opinion nationale et internationale sur les activités au Tchad, y compris la visite officielle du Secrétaire général adjoint de l'ONU et des directeurs exécutifs d'agences et de programmes tels que le HCR, le PAM, l'UNICEF et bien d'autres.

L'année 2023 a été marquée par l'afflux au Tchad de réfugiés soudanais à la suite des atrocités commises par les belligérants au Soudan, ce qui a entraîné la prise en charge de plus de 570 000 personnes sur le sol tchadien. Le Groupe UNCG, par l'intermédiaire des responsables de la communication des agences, a travaillé en étroite collaboration pour donner de la visibilité à toutes les opérations en faveur des réfugiés et des rapatriés. Plusieurs communications ont été publiées, notamment des articles de presse, des publications sur les réseaux sociaux Facebook et X, et des clips vidéo de toutes les interventions, qui ont eu un impact considérable, amenant les donateurs à soutenir le Tchad.

Pour maintenir la communication sur d'autres aspects du développement, de la prévention et de la célébration, le Groupe a soutenu l'organisation des journées suivantes :

- ✓ Journée des Nations Unies qui a mobilisé tous les membres du gouvernement,
- ✓ Participation du système des Nations Unies aux 16 jours d'activisme.
- ✓ Soutien à la formation des journalistes sur les questions de santé lors de la Journée mondiale de la santé.
- ✓ Journée Mondiale de la paix
- ✓ Journée mondiale de l'aide humanitaire
- ✓ Journée internationale de la femme
- ✓ Journée Mondiale du sida
- ✓ Journée de célébration de la Convention relative aux droits de l'enfant.
- ✓ Organisation d'un café des médias avec les patrons de presse et les responsables des médias sur les possibilités de partenariat.

3- Programme conjoint VIH, programme conjoint consolidation de la paix, et programme conjoint Muskoka et le programme conjoint PROFORT, Programme conjoint Genre





### Groupe des Opérations (OMT – Operation Management Team)

Le groupe des opérations présidé par le Représentant Résident du HCR a tenu ses réunions statutaires régulièrement ainsi que quelques réunions ad hoc dans le processus de la stratégie commerciale du Système des Nations Unies (BOS 2.0). Ainsi, l'équipe pays a, sous les orientations stratégiques de la Coordinatrice résidente, et sous le leadership technique du HCR, assuré sa mission d'identification des activités opérationnelles visant à promouvoir les services communs dans un souci d'économie de coûts et d'harmonisation des procédures, et à les mettre en œuvre d'une manière efficace et efficiente.

Beaucoup d'efforts ont été déployés par le Groupe pour la mise en œuvre du BOS et toutes les autres questions relatives aux opérations demandées par l'Equipe Pays. Il y a eu beaucoup d'amélioration par rapport aux années antérieures dans la mise en œuvre du BOS au Tchad.



### Groupe Thématique Genre et Droits de l'Homme

Le Groupe thématique genre et droits humains (GTGDH) est présidé par le Représentant Résident de l'UNFPA et coprésidé par le Représentant du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. En 2023, le groupe a coordonné la mobilisation des ressources à l'échelle du SNU afin de soutenir le Ministère en charge du genre dans l'organisation des journées commémorant les progrès accomplis en matière de promotion et de protection des droits des femmes. Ces journées incluent notamment la Journée internationale des droits de la femme, la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences à l'égard des femmes et des filles, ainsi que la Journée mondiale de la femme rurale.

Le groupe a apporté sa contribution à l'Examen Périodique Universel au niveau de l'Equipe Pays, ainsi qu'à l'élaboration du Cadre Général et Préliminaire d'Évaluation des Risques liés à la politique de diligence voulue en matière des droits de l'homme. Avec l'appui technique du HCDH, le groupe a élaboré les directives opérationnelles (SOP) de mise en œuvre de la politique de diligence voulue en matière des droits de l'homme au Tchad. Ces directives ont été adoptées par l'Equipe pays en mars 2023.

Le groupe a également organisé une session de renforcement des capacités de ses membres sur la politique de diligence voulue en matière des droits de l'homme en août 2023 à Bakara. De plus, il a participé à l'élaboration du programme d'appui à la mise en œuvre du plan d'action national de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des capacités, certains membres du groupe ont pris part à l'atelier de renforcement des capacités des points focaux genre des Nations Unies en Afrique. Cet atelier, organisé par ONUFEMMES, portait sur les normes et procédures des Groupes Thématiques Genre et s'est tenu du 28 février au 2 mars 2023 à Dakar, au Sénégal.



### Groupe UN migration network

Le Réseau des Nations Unies pour les Migrations est présidé par le Chef de Mission de l'OIM au Tchad. Présent au Tchad depuis février 2020, le Réseau des Nations Unies pour les Migrations a été officiellement activé en septembre 2020. Avec l'appui du Réseau, le Gouvernement du Tchad a organisé le 19 novembre 2020 le tout premier Examen National Volontaire du Pacte Mondial pour les Migrations (PMM) sous la direction du ministère des Affaires Etrangères. L'Examen National Volontaire a entre autres permis d'évaluer le Plan d'actions prioritaires pour la mise en œuvre du Pacte Mondial pour les Migrations élaboré en juin 2019, et de dégager des recommandations en vue d'une mise en œuvre plus efficiente en 2023.

Les principales réalisations du Réseau des Nations Unies pour les Migrations en 2023 sont :

- Organisation d'une école d'été du 17 au 28 juillet au CEFOD, qui a vu la participation de 18 jeunes étudiants formés sur différentes thématiques de la migration et les actions de l'OIM pour promouvoir une migration sûre, régulière et ordonnée ;
- Organisation de la formation sur la thématique : la protection et l'assistance aux migrants, la lutte contre la traite des êtres humains, ainsi que le retour et la réintégration au profit des membres du Comité Technique Interministériel de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du GCM et du Réseau des Nations Unies sur les migrations en date du 26 avril 2023 à Novotel. La formation a regroupé au total 32 participants ;
- Organisation de l'Examen national volontaire de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières au Tchad le 19 octobre 2023 à Radisson Blue Hôtel ;
- Organisation de réunions régulières des membres du Réseau des Nations Unies sur les migrations ;
- Organisation d'échanges thématiques sur des sujets liés à la migration pour galvaniser le travail du Réseau et renforcer les connaissances du personnel de l'ONU au Tchad sur la migration. Trois échanges thématiques ont eu lieu au cours de l'année écoulée à savoir :
  - La migration de main-d'œuvre présentée par l'OIM aux membres du Réseau le 20 avril 2023. La thématique a permis aux membres du réseau de mieux comprendre la dynamique de la migration de main-d'œuvre et les défis auxquels sont confrontés les travailleurs migrants ;
  - Les droits de l'homme et la migration présenté par le HCDH, agence lead sur cet échange thématique le 28 juin 2023 dans ses locaux ;
  - La lutte contre la traite des êtres humains codirigé par l'OIM et le HCDH. L'échange thématique était associé aux activités de la Journée internationale de lutte contre la traite des personnes (30 juillet), organisée par le HCDH le 03 août 2023 au CEFOD à Ndjamen.



### Comité de Gestion du Dispensaire

Le comité de gestion du dispensaire présidé par le Représentant résident de l'OMS a tenu régulièrement ses réunions statutaires et surtout ad hoc. Les principales réalisations en 2023 ont été :

✓ Contribution aux réunions de suivi de la vaccination contre la Covid-19 organisées par le CNC du ministère de la Santé publique et de la solidarité nationale sous la coordination du Ministre.

- ✓ Approvisionnement en vaccins Covid-19 au Dispensaire des NU avec l'appui du ministère de la Santé publique et de la solidarité nationale
- ✓ Prélèvement des échantillons pour test Covid-19 aux voyageurs et suivi des cas contact en accord avec le protocole du ministère de la Santé publique.
- ✓ Mise en œuvre du plan national de réponse au Covid-19 élaboré en 2020
- ✓ Suivi clinique régulier des cas
- ✓ Evacuation/référence des patients vers les plateaux techniques adéquats y compris à l'extérieur du pays
- ✓ Amélioration de la Clinique de N'Djamena dans le cadre d'Upgrade level 1 par la mise en place d'un laboratoire
- ✓ Achat d'Ambulance médicalisée pour N'Djamena et Abéché
- ✓ Suivi et hospitalisation des cas non sévères de Covid-19
- ✓ Suivi quotidien à domicile des patients avec forme simple à domicile par une équipe composé de Médecin et infirmier.
- ✓ Vaccination du Covid en Stratégie avancée initiée par certaines agences pour le personnel et les réfugiés et migrants



### Groupe Thématique UN Care

Le groupe thématique UN Care est présidé en 2023 par le Chief Security Advisor de l'UNDSS. Ce groupe est en cours de redynamisation.



## Groupe Thématique VIH/ Sida



Le Groupe thématique VIH/ Sida est présidé par le Directeur Pays de l'ONUSIDA. Au cours de l'année 2023, le Groupe Thématique VIH/SIDA en vue de son fonctionnement a mobilisé un budget de \$ 80 000 alloués à l'ONUSIDA par les différentes agences Co-sponsors et non Co-sponsors pour le biennium 2022-2023. Les principaux résultats obtenus pour l'exercice 2022-2023 aussi bien sur financement UBRAF que sur financements propres des agences co-parrainantes sont indiqués ci-après :

Accès équitable aux services de prévention, de traitement, de soins et de soutien au VIH  
1610 pairs éducateurs (PE) et 60 encadreurs ont été formés dans les écoles, mouvements des jeunes/adolescent(e)s des milieux confessionnels/ non confessionnels, association des filles à Ndjaména et dans 5 provinces sur le paquet de prévention combinée. Ceux-ci ont conduit 12 106 sessions de sensibilisation à travers les causeries éducatives, les dialogues communautaires, les sensibilisations qui ont touchés 420 669 ado/jeunes. 1469 jeunes/adolescents formés sur le VIH/IST/santé sexuelle et reproductive ont sensibilisé 347 118 de leurs pairs. 80 PE issues des population clés ont été formés sur le VIH et ont sensibilisé 9172 populations clés. Deux sondages à travers U-report sur les connaissances sur le VIH et l'autotest a permis de toucher 80000 jeunes. Les activités de prévention ont permis d'orienter 337 901 jeunes/ado pour le dépistage : 165 023 dépistés dont 587 positifs mis sous traitement, 2227 populations clés dépistés avec 182 positifs dont 113 mis sous traitement, les autres ayant refusé le traitement. Les services de dépistage du VIH et de l'hépatite à l'intention des chauffeurs taxi-moto, des populations clés et les jeunes en milieu scolaire dans la ville de Moundou ont été fournis par des organisations de la société civile soutenues par l'équipe conjointe. Dix parmi les 1189 testés étaient positifs au VIH et mis sous ARV. 1.080 000 préservatifs ont été fournis au ministère de la santé et aux partenaires pour une distribution dans les formations sanitaires et dans les associations communautaires. La moitié a été distribués en milieux jeunes, réfugiés, carcérale et aux population clés. Un appui technique a été donné au gouvernement pour développer les guides et outils des PSD ; guides des Prise en charge du VIH, de Dépistage, des Hépatites et de PTME. Aussi, les capacités de 276 personnels de santé dont 112 sage-femmes ont été renforcées pour la mise en place des prestations de services différenciés (PSD). Ceci a permis de mettre en place des PSD dans 187 structures de soins dont 44 sites PTME. Des campagnes et caravanes de charge virale (CV) ont été organisées à Ndjaména et dans 7 provinces avec 7812 personnes ayant eu accès à la CV, 7021 résultats rendus, 5931 CV supprimées. 1090 patients ayant une CV détectables ont été orientés pour une prise en charge médicale et un appui psychologique. Une assistance alimentaire et nutritionnelle à travers un cash transfert a été offert à 100 bénéficiaires pour renforcer leur adhérence au traitement. Pour accompagner la mise en place des PSD et les activités communautaires de la PTME, 40 membres de l'association des sages femmes, 60 mères mentors (MM) et 776 femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) ont été formées. Le dépistage familial et le prélèvement CV étaient offerts lors des formations. Cela a permis de dépister 2290 cas index dont 206 positifs mis sous traitement et réaliser 1420 CV. 34 groupes de parole communautaire pour l'appui des pairs, animés par les MM ont été mis en place, 52 visites à domicile effectuées par les MM à Moundou, 166 FEFA engagées dans de activités génératrices de revenue.

### Réponse dirigée par la communauté

Pour renforcer le rôle et l'implication de la communauté dans la réponse, l'équipe conjointe (EC) a fourni divers appui technique et financier : - L'organisation d'un atelier de réflexion sur le rôle de la société civile et son implication dans la mise en œuvre du NFM3. Au total 50 personnes issues de 45 organisations de la société civile et communautaires (Réseaux et associations des PVV, plateformes, associations confessionnelles, des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec un handicap, des populations clés - PS, PR, détenus, organisation des droits humains), - Le diagnostic organisationnel de 29 organisations de la société civile (OSC) impliquées dans la

réponse des 3 maladies (VIH, TB, Malaria) assortie d'une feuille de route, Pour renforcer la capacité des OSC, l'EC a appuyé techniquement et financement la formation des 60 membres de l'association des sage-femmes et de 3 associations de population clés. Les associations de Populations clés organisent le dépistage communautaire avec une référence vers les structures sanitaires pour l'accès aux ARV. 1051 PVVIH adultes (50 populations clés, 776 FEFA, 270 adultes) ont été formés pour renforcer leur connaissance sur le VIH afin de renforcer leur adhérence et le vivre positivement. Ces patients ont été regroupés par âge et traitement de 2e ligne pour mettre en place des rendez-vous harmonisées de visites dans les structures de Prise en charge et de groupes de parole communautaires pour l'appui des pairs. Les 37 adolescents/jeunes pairs éducateurs (PE) formés à Ndjaména et Moundou en 2021 ont animés des groupes de paroles dans les sites de prise en charge, sensibilisés 791 de leurs pairs sur différentes thématiques. Deux clubs d'adolescents à Moundou et Ndjaména ont été mis place. Au total 20 rencontres mensuelles avec environ 140 participants par rencontre ont été organisées animées par les PE. Les adolescents avaient accès à la CV et à l'appui d'un psychologue lors des rencontres. 192 CV ont été réalisées avec 86 résultats rendus dont 49 non supprimés qui ont bénéficié d'un suivi médical plus adapté. 22 jeunes ont été suivi par le psychologue. Les PE ont effectué 462 Visites à domicile à leurs pairs. Trois ateliers ont été organisé pour renforcer le vivre positivement et la cohésion sociale à l'endroit de 182 adolescents vivant avec le VIH. 110 personnes vivant avec le VIH et personnel de soins ont bénéficié d'une formation nutritionnelle et sur l'apprentissage des pratiques familiales essentielles liés à la santé/nutrition. Dans les formations sanitaires, 5844 personnes ont été sensibilisées sur les thématiques liés à la nutrition/ santé. 30 responsables des ressources humaines du secteur privé ont été formés sur les dispositions, mécanismes et lois relatifs à la protection des PVVIH (Loi 019). 25 adolescents et jeunes vivant avec le VIH ont été formés sur les droits humains et la protection sociale afin de renforcer leurs capacités sur les risques liés à la discrimination et les mesures de recours. Une vulgarisation des Lois 019 et 06 portant santé de la reproduction a été faite auprès des avocats du ministère de la Justice

### VIH en milieu humanitaire

Une campagne de masse sur le VIH a permis de toucher 15 000 jeunes/adolescents dans les camps de réfugiés à travers la diffusion des 2 numéros spéciaux du magazine 100% sur les jeunes. Environ 115 189 préservatifs ont été distribués dans les camps de réfugiés pour la prévention du VIH. En outre, 66 372 femmes enceintes et allaitantes ont été dépistées au VIH dans les sites des réfugiés, déplacées internes, retournés dans les zones dans les urgences avec 554 cas positif mis sous traitement. Une sensibilisation à l'endroit des professionnelles de sexe a été faite qui a permis de dépister 86 d'entre elles dont 11 cas positifs mis sous ARV. Sur 1876 PVV réfugiés suivis dans les camps de réfugiés, 1683 ont été mis sous ARV parmi lesquels 197 ont eu accès à la charge virale avec 11 (5.5%) ayant une charge virale supprimée, ce qui pose un réel problème de la qualité de la prise en charge. Dans les camps de réfugiés, 23 nouveau-nés ont bénéficié de la prophylaxie post exposition et 17 ont été testés à 18 mois avec 2 cas positifs mis sous traitement. Au total 109 enfants réfugiés sont sous ARV. L'équipe conjointe a appuyé financièrement plusieurs organisations de la société civile y compris des populations clés pour mener des activités de prévention, de prise en charge du VIH, de sensibilisation sur les droits humains et la protection sociale.

### Protection sociale

L'équipe conjointe a apporté à Ndjaména une assistance alimentaire de montant total de 36 000 000 XAF apportée aux familles de 250 personnes vivant avec le VIH malnutries ou à risque de malnutrition à travers le filet social. Selon les témoignages des bénéficiaires, le cash transféré leur permet de diversifier leur alimentation et d'assurer l'observance du traitement médical. Selon les chefs de districts, le transfert monétaire a stimulé le dépistage volontaire des PVV avec espoir d'être bénéficiaires.





## Groupe thématique Prévention contre l'exploitation et des abus sexuels (PSEA)

Le Groupe thématique PSEA est présidé par la Représentante de UNFPA. Au cours de l'année 2023, les agences du SNU ont contribué à la mise en œuvre du plan d'action PSEA Inter-Agences qui est élargie aux membres de l'Équipe Humanitaire Pays du Tchad. Des progrès substantiels ont été réalisés suite à la mise en œuvre du Plan d'action PEAS de l'UNCT-HCT 2022-2023, comme indiqué dans le tableau de bord des résultats PSEA de l'IASC Tchad, notamment en termes d'amélioration de la coordination stratégique PSEA, d'un réseau PSEA pleinement fonctionnel au niveau national et d'intégration de la PSEA dans la réponse humanitaire y compris le plan de réponse aux réfugiés.

Sur la base de l'indice de risque de la PSEA de l'IASC du Tchad, une stratégie inter-agence PSEA de UNCT-HCT 2024-2028 est en cours d'élaboration pour une approche Nexus inclusive et harmonisée. Les huit engagements stratégiques du programme Inter-Agences PSEA sous le leadership du RC/HC au Tchad sont les suivants :

- 1) Définir les rôles, les responsabilités et les rapports hiérarchiques au niveau managérial, notamment pour les organismes chefs de file des groupes sectoriels/secteurs ;
- 2) Élaborer une stratégie commune en matière de PEAS qui définit les ambitions et les engagements ;
- 3) Mettre en place un réseau PSEA viable et pleinement opérationnel ;
- 4) Recruter un Coordonnateur Inter-Agence de la PSEA de façon durable ;
- 5) Veiller à ce que les organisations respectent les normes opérationnelles minimales en matière de PSEA (M.O.S en PSEA) ;
- 6) Élaborer une stratégie d'engagement avec le gouvernement et des médias en PSEA ;
- 7) Faire de la PSEA une priorité transversale dans les cadres de résultats stratégiques nationaux (Plan d'aide au développement des Nations Unies ou plan d'intervention humanitaire, Plan de réponse aux réfugiés ... )
- 8) Appuyer la mise en œuvre du plan de travail de la PSEA, notamment en obtenant des financements pérennes.

Les Résultats stratégiques attendus de la mise en œuvre du Programme PSEA inter-agences sont :

- I. Prévention assurée et tout le personnel et le personnel associé connaissent les normes et comprennent leurs responsabilités en matière d'EAS
- II. Mécanismes de rapportage sûrs et accessibles disponibles pour les survivants, le staff et la communauté
- III. Une assistance de qualité est assurée pour les survivants d'EAS
- IV. Enquêtes et responsabilisation sont assurées en cas de réception/documentation d'un incident d'Exploitation et d'Abus Sexuel dans l'intérêt supérieur des survivants ;
- V. La Structure inter-agence de la PSEA au niveau national et sous-national est opérationnelle, renforcée et efficace





# IV

## APERCU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

En 2023, le système des Nations Unies a dépensé au total \$276 millions pour appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre des activités de développement et \$305 millions pour les activités humanitaires. Ainsi, sur sept années de mise en œuvre du cadre de coopération 2017-2023, le système de Nations Unies a dépensé environ \$3,1 milliards (activités de développement et activités humanitaires) qui est largement au-dessus des \$2,5 milliards estimatives cumulées sur les sept ans. Les dépenses du système des Nations Unies sur les activités humanitaires sont en augmentation presque régulière chaque année. Celles des activités de développement sont variables. Globalement, il y a eu plus de dépenses pour la mise en œuvre du cadre de coopération en 2022 que pendant les autres années.

Figure 3 : Dépenses pour la mise en œuvre du cadre de coopération Tchad (UNDAF 2017 -2023)

Année	Dépenses Humanitaires (en million USD)	Dépenses Development (en million USD)	Dépenses Totales par an (en million USD)
2017	242	111	353
2018	249	153	402
2019	277	125	402
2020	290	160	450
2021	243	154	397
2022	304	245	549
2023	240	276	516
<b>Total</b>	<b>1,846</b>	<b>1,224</b>	<b>3,069</b>

En 2023, au total, \$ 471 millions ont été planifiées, \$300 millions étaient mobilisés dont \$276 millions dépensés soit 92% du taux de dépenses. Cette situation financière varie d'un secteur du cadre de coopération à un autre. Les dépenses effectuées au titre du secteur de la santé (Effet 2) représentent 46%, suivies de loin des dépenses du domaine de la protection (Effet 4) qui représente 14% et du secteur de l'éducation (Effet 1) qui représente 15%. C'est dans le secteur de la croissance inclusive (Effet 7) qu'on enregistre le plus faible taux de dépenses de 4%.





### 5.1: Résultat stratégique : Services sociaux de base de qualité

- ✓ Appui technique et financier à la réhabilitation et la construction des infrastructures sociales, et leur dotation en équipements pour garantir l'accès des femmes, enfants ; filles et des personnes vulnérables en vue de réduire la morbidité et la mortalité y compris maternelle et néonatale.
- ✓ Renforcement des capacités des communautés pour la gestion efficace des infrastructures sociales
- ✓ Plaidoyer et mobilisation sociale pour promouvoir l'utilisation des services sociaux, la mobilisation des financements
- ✓ Plaidoyer pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et politiques dans les services sociaux de base
- ✓ Renforcement des capacités des ministères des secteurs sociaux en gestion axé sur les résultats
- ✓ Renforcement des capacités des communautés pour le changement social et comportemental et contrôle citoyen pour la redevabilité des actions de développement
- ✓ Renforcement de l'inclusion sociale notamment la protection sociale, de la protection de l'enfant et de la femme particulièrement des personnes vulnérables

### 5.2: Résultat stratégique : Systèmes alimentaires

- ✓ Renforcement des capacités des tous les acteurs au niveau central et local pour prévenir, coordonner et mettre en œuvre la stratégie de réduction des risques et catastrophes
- ✓ Appui aux agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et petits producteurs pour leur accès aux intrants appropriés et à l'information en temps réel pour une transformation résiliente et durable des systèmes agro-sylvo-pastoral et halieutique.
- ✓ Promotion de l'accès sans discrimination des plus vulnérables aux services de filets sociaux
- ✓ Créer/ renforcer les centres de formation/ métiers pour les jeunes et les femmes
- ✓ Promotion de l'auto-emploi des jeunes et les femmes en milieu rural et périurbain et la protection de leurs moyens de subsistance à travers entre autres une économie verte circulaire.



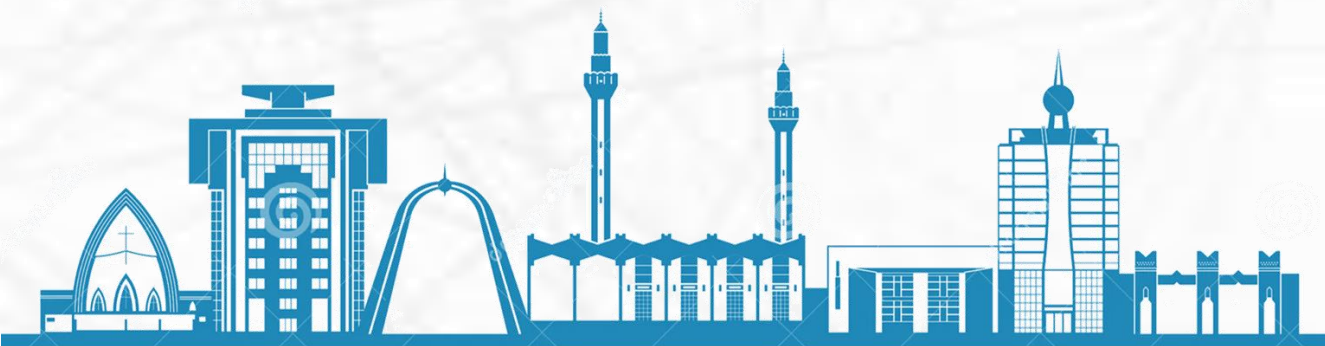
### 5.3: Résultat stratégique : Gouvernance, paix et sécurité

- ✓ Amélioration de la protection des droits Humains particulièrement ceux des femmes et des personnes vulnérables
- ✓ Renforcement des capacités des institutions en charge des élections pour améliorer la gouvernance électorale
- ✓ Renforcement de la justice pour promouvoir l'accès des populations les plus vulnérables, à la justice, à l'état civil et à la sécurité
- ✓ Renforcement des capacités des communautés pour la prévention et la résolution des conflits communautaires
- ✓ Renforcement des capacités des institutions étatiques, les organisations de la société civile, les ex-combattants et les médias pour la promotion des droits de l'homme et la redevabilité
- ✓ Appui à la promotion de la cohésion sociale, à l'unité nationale et à la protection contre la radicalisation

### 5.4: Résultat stratégique : Croissance économique et inclusive

- ✓ Renforcement des capacités des acteurs pour le suivi évaluation des politiques et stratégies humanitaires et de développement
- ✓ Renforcement des capacités des ministères et plaidoyer pour le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en particulier, le développement des filières porteuses, des énergies renouvelables et l'accès aux financements innovants
- ✓ Renforcement des capacités des plus vulnérables pour utiliser davantage des services financiers adaptés de qualité
- ✓ Appui technique et financier au développement des chaînes de valeurs dans les secteurs agricole et minier
- ✓ Renforcement des capacités des acteurs pour la mobilisation et la bonne gestion des ressources financières.





# RAPPORT ANNUEL DES NATIONS UNIES SUR LES RESULTATS

Tchad



BP: 906 – N'Djamena  
Le Bureau de la Coordination du système des Nations Unies est situé sur  
l'Avenue Idriss Miskine Rue 1044\_Porte 530 au quartier Klemat



<https://chad.un.org/>